

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

En € millions au 30 juin 2003	Notes	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires		7 071	3 548	3 278
Autres produits opérationnels		68	37	28
CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL	3	7 139	3 585	3 306
Charges d'exploitation		(5 203)	(2 652)	(2 489)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4	1 936	933	817
Loyers	5	(726)	(365)	(366)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		1 210	568	451
Amortissements et Provisions	6	(455)	(243)	(228)
RESULTAT OPERATIONNEL	7	755	325	223
Résultat Financier	8	(66)	(26)	(33)
Quote-part dans le résultat des sociétés Mises En Equivalence	9	14	4	(10)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (RGO)		703	303	180
Résultat sur gestion du Patrimoine Hôtelier	10	54	17	40
Résultat de la gestion des autres actifs	11	(30)	5	6
Amortissement des écarts d'acquisition	14	(109)	(50)	(49)
Impôts	12	(234)	(111)	(55)
Résultat Exceptionnel (Net d'impôt)	13	68	70	-
Intérêts minoritaires	23	(22)	(13)	(16)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		430	221	106
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	22	197 573	197 365	197 730
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)		2,18	1,12	0,54
Résultat net dilué par action (en €)	22	2,14	1,11	0,54
DIVIDENDE PAR ACTION (en €)		1,05	N/A	N/A

BILANS CONSOLIDES

ACTIF En € millions au 30 juin 2003	Notes	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
ECARTS D'ACQUISITION	14	1 711	1 679	1 791
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15	475	479	425
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16	4 728	4 521	4 375
Prêts long terme	17	406	429	442
Titres mis en équivalence	18	254	249	203
Autres immobilisations financières	19	430	487	379
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 090	1 165	1 024
TOTAL ACTIFS IMMOBILISES	20	8 004	7 844	7 615
Stocks		88	90	169
Clients		1 320	1 139	1 257
Autres tiers et comptes de régularisation actif	21	993	957	1 037
Fonds réservés Titres de Services		327	345	341
Créances sur cessions d'actifs à court terme	28	138	20	106
Prêts à court terme	28	125	160	175
Titres de placement	28	473	541	469
Disponibilités	28	228	179	274
TOTAL ACTIF CIRCULANT		3 692	3 431	3 828
TOTAL ACTIF		11 696	11 275	11 443

BILANS CONSOLIDES

PASSIF En € millions au 30 juin 2003	Notes	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Capital		592	593	593
Primes		1 892	1 903	1 903
Réserves		1 100	1 102	1 267
Différence de conversion		(49)	(135)	(272)
Résultat de l'exercice		221	430	106
CAPITAUX PROPRES	22	3 756	3 893	3 597
Intérêts minoritaires	23	98	91	106
CAPITAUX PROPRES & INTERETS MINORITAIRES		3 854	3 984	3 703
Provisions pour risques & charges	24	561	528	578
TSDI reconditionné	25 & 28	183	151	116
Obligations convertibles ou échangeables en actions Accor	26 & 28	570	570	570
Autres dettes à long terme	28	2 686	2 493	2 799
Endettement en crédit bail	28	178	158	143
TOTAL DETTES FINANCIERES A LONG TERME	27	3 617	3 372	3 628
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS		8 032	7 884	7 909
Fournisseurs		721	655	728
Autres tiers et compte de régularisation passif	21	1 236	1 101	1 083
Titres de service à rembourser		1 266	1 304	1 284
Dettes financières à court terme	27 & 28	369	234	337
Banques	28	72	97	102
TOTAL DETTES A COURT TERME		3 664	3 391	3 534
TOTAL PASSIF		11 696	11 275	11 443

TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDES

En € millions au 30 juin 2003	Notes	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Excédent brut d'exploitation		568	1 210	451
Finance (y compris provisions financières)		(26)	(66)	(33)
Impôt société (y compris provisions pour impôts)		(83)	(196)	(48)
Annulation des provisions pour impôts et financières		3	9	7
Dividendes perçus des sociétés mises en équivalence		3	4	2
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION COURANTE	29	465	961	379
Investissements sur actifs existants (1)	30	(159)	(316)	(139)
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE		306	645	240
Investissements de développement et de technologie (2)	31	(407)	(802)	(279)
Produits des cessions d'actifs (3)		392	660	198
Diminution/(Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	(*)	(69)	(46)	(198)
Gains/(Pertes) non opérationnels		(28)	(39)	(34)
RESSOURCES / (EMPLOIS) DE L'ACTIVITE		194	418	(73)
Flux de dividendes (4)		(314)	(326)	(270)
Augmentation/(Réduction) de capital (5)		-	12	-
Différence de conversion (6)	(*)	77	144	90
Variations de périmètre sur intérêts minoritaires et provisions (7)		3	3	12
Reclassement des titres Compass en titres immobilisés		(205)	(204)	-
DIMINUTION / (AUGMENTATION) DE L'ENDETTEMENT NET	28	(245)	47	(241)
Endettement net début de période		(2 849)	(2 849)	(2 802)
Endettement net fin de période		(3 094)	(2 802)	(3 043)
DIMINUTION / (AUGMENTATION) DE L'ENDETTEMENT NET	28	(245)	47	(241)
FLUX OPERATIONNEL	(*)	164	672	147
FLUX D'INVESTISSEMENT (1)+(2)+(3)		(175)	(458)	(220)
FLUX FINANCIER (4)+(5)		(314)	(314)	(270)
DIVERS (6)+(7)	(*)	80	147	102
DIMINUTION / (AUGMENTATION) DE L'ENDETTEMENT NET (cf. note 28)		(245)	47	(241)

(*) Le poste de variation du besoin en fonds de roulement des exercices clos le 30 juin 2002 et le 31 décembre 2002 a été diminué des variations monétaires impactant le besoin en fonds de roulement. Ces variations « non cash » ont été reclassées au poste « Différence de conversion » pour respectivement € 98 millions et € 119 millions.

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (avant intérêts minoritaires)

En € millions	Nombre d'actions	Capital	Primes	Diff. de conversion (1)	Réserves & Résultats	Capitaux propres
31 décembre 2001	197 364 684	592	1 892	255	1 400	4 139
Augmentation de capital						
- par conversion d'obligations	51 000	-	-			
- levée d'options						
- actions d'autocontrôle						
- par apport fusion						
- par souscription des salariés	314 135	1	11			12
Dividende distribué brut de précompte					(298)	(298)
Différence de conversion				(390)		(390)
Résultat de l'exercice					430	430
31 décembre 2002	197 729 819	593	1 903	(135)	1 532	3 893
Augmentation de capital						
- par conversion d'obligations						
- levée d'options						
- actions d'autocontrôle						
- par apport fusion						
- par souscription des salariés						
Dividende distribué brut de précompte					(265)	(265)
Différence de conversion				(137)		(137)
Résultat du semestre					106	106
30 juin 2003	197 729 819	593	1 903	(272)	1 373	3 597

(1) dont € -14 millions pour les pays de la zone Euro au 31 décembre 2001
 dont € -15 millions pour les pays de la zone Euro au 31 décembre 2002
 dont € -14 millions pour les pays de la zone Euro au 30 juin 2003

La variation de la différence de conversion de € -137 millions entre le 31 décembre 2002 et le 30 juin 2003 s'explique principalement par les variations monétaires de la période du dollar américain. L'appréciation de l'euro par rapport au dollar US, appliquée aux actifs nord américains du Groupe, constitués principalement de Motel 6 et de Red Roof Inns, génère sur le premier semestre 2003 une différence de conversion négative de € -99 millions.

Pour mémoire, les taux de clôture dollar contre euro utilisés sont :

- ✓ 0,8813 en décembre 2001
- ✓ 1,0487 en décembre 2002
- ✓ 1,1427 en juin 2003

PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION

	Note	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Gearing	a	80%	70%	82%
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette retraitée	b	16,1%	16,5%	15,2%
Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées	c	5,3	5,6	5,4
Retour sur Capitaux Employés	d	10,8%	10,7%	9,9%
Création de Valeur Economique (en € millions)	e	268	278	231

Note (a) : Le Gearing est le rapport de la dette nette sur les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires).

Note (b) : Marge brute d'autofinancement / dette nette ou « Funds from Operation » (FFO) / Net debt.

En application des ratios utilisés par les principales agences de notation, le ratio de marge brute d'autofinancement / dette nette est calculé comme suit :

- la marge brute d'autofinancement d'exploitation courante (cf. Tableaux de financement consolidés), est ajustée de 2/3 des loyers de l'exercice ;
- la dette nette est retraitée en tenant compte des opérations d'investissement ou de désinvestissement au prorata temporis de leur impact au compte de résultat. Ainsi, par exemple, la trésorerie dégagée par une cession intervenue le 31 décembre de l'année N sera intégralement retraitée dans le poste de dette nette. La dette nette retraitée est, par ailleurs, ajustée de 8 fois les loyers de l'exercice en cours selon les méthodes recommandées par les trois principales agences de notation.

Note (c) : Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées ou Financial Charge Cover ratio.

Ce ratio est déterminé comme le rapport entre le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) et le résultat financier d'intérêts (hors gain de change, provisions financières et dividendes reçus) ajustés de 1/3 des loyers de l'exercice.

Note (d) : Le ratio de retour sur capitaux employés (Return On Capital Engaged ou ROCE) est défini ci-après.

Note (e) : Création de la valeur économique ou Economic Value Added (EVA).

La détermination de la Création de Valeur Economique a été établie pour l'exercice 2002 et les premiers semestres 2002 et 2003 sur la base des données suivantes :

		1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Coût des fonds propres	(1)	9,03%	8,74%	9,17%
Coût de la dette après impôt		2,51%	2,62%	2,26%
Pondération Fonds propres / Dettes				
Fonds propres		55,48%	58,13%	54,86%
Dettes		44,52%	41,87%	45,14%
Coût moyen pondéré du capital	(2)	6,13%	6,18%	6,05%
ROCE après impôt	(3)	8,40%	8,56%	8,07%
Capitaux employés (cf ROCE ci-après) (en € millions)		11 920	11 846	11 602
Création de valeur économique (en € millions)	(4)	268	278	231

(1) Le Beta retenu pour le calcul du coût des fonds propres pour les années 2002 et 2003 est 1.

(2) Le coût moyen pondéré du capital se détermine comme suit :

$$\text{Coût des fonds propres} \times \frac{\text{fonds propres}}{(\text{fonds propres} + \text{dettes})} + \text{coût de la dette} \times \frac{\text{dettes}}{(\text{fonds propres} + \text{dettes})}$$

(3) Le ROCE après impôt se détermine comme suit :

$$\frac{\text{EBITDA} - [(\text{EBITDA} - \text{amortissements opérationnels}) \times \text{taux d'impôt}]}{\text{capitaux engagés}}$$

A titre d'exemple, au 30 juin 2003, les données de la formule sont les suivantes :

EBITDA	: 1 144 M€	(cf. ROCE ci-après)
Amortissements et provisions	: 455 M€	
Taux d'impôt normatif	: 30,6 %	
Capitaux employés	: 11 602 M€	(cf. ROCE ci-après)

(4) La création de valeur économique se détermine comme suit :

$$(\text{ROCE après impôt} - \text{coût moyen pondéré du capital}) \times \text{capitaux employés}$$

L'impact d'une variation de +/- 0,1 du beta pour les années 2002 et 2003 est respectivement de 28 M€ et 32 M€.

RETOUR SUR CAPITAUX EMPLOYES PAR METIER (ROCE)

Le retour sur capitaux employés (ROCE) est l'instrument utilisé par le Groupe dans sa gestion interne pour mesurer la performance des différents métiers qu'il contrôle.

C'est aussi un indicateur de la rentabilité des actifs non consolidés ou mis en équivalence.

Il est déterminé sur la base des agrégats suivants établis à partir des comptes consolidés :

- excédent d'exploitation des activités (EBITDA) : pour chaque métier, cet agrégat comprend l'excédent brut d'exploitation et des produits sur immobilisations financières (dividendes et produits financiers des sociétés externes et mises en équivalence) ;
- capitaux employés : pour chaque métier, total des actifs immobilisés calculé à partir de la moyenne de leur valeur brute, sur chaque exercice et du besoin en fonds de roulement.

Le ROCE est calculé comme le rapport de l'excédent d'exploitation des activités (EBITDA) et des capitaux employés moyens, au cours de la période de référence. Ainsi, au 30 juin 2003, le ROCE s'établit à 9,9% contre 10,7% au 31 décembre 2002. Il est précisé qu'en excluant les hôtels en cours de construction (capitaux engagés sans excédent d'exploitation des activités), le ROCE aurait été de 11,0% et 10,1% respectivement au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003.

En € millions	1er sem. 2002 (12 mois)	2002	1er sem. 2003 (12 mois)
Capitaux employés	12 020	11 601	11 601
Retraitements <i>prorata temporis</i> des capitaux employés (1)	18	203	9
Effet de change sur les capitaux employés (2)	(118)	42	(8)
Capitaux employés moyen	11 920	11 846	11 602

Excédent Brut d'Exploitation	1 225	1 210	1 087
Intérêts financiers sur prêts et dividendes externes	38	40	56
Quote-part dans le résultat des mises en équivalence	20	14	1
Autres retraitements	-	-	-
Excédent d'exploitation des activités (EBITDA)	1 283	1 264	1 144

ROCE (EBITDA / capitaux employés)	10,8%	10,7%	9,9%
--	--------------	--------------	-------------

(1) Dans le cadre du calcul du ROCE, les capitaux employés sont pris en compte au prorata temporis du nombre de mois d'excédent d'exploitation des activités dégagées au cours de la période. Ainsi, aucun des capitaux employés ne sera retenu pour une acquisition réalisée le 31 décembre et pour laquelle aucun excédent d'exploitation des activités n'a été pris en compte dans le compte de résultat.

(2) Les capitaux employés de la période sont ramenés au taux de conversion moyen pour être comparable au taux de traduction de l'excédent d'exploitation des activités.

Le retour sur capitaux employés (rapport de ces deux facteurs) s'analyse ainsi :

Métiers	1er sem. 2002 (12 mois)	2002	1er sem. 2003 (12 mois)
HÔTELLERIE	10,3%	10,2%	9,3%
Haut et Milieu de gamme *	9,1%	9,2%	8,1%
Économique **	14,7%	14,8%	14,7%
Économique États-Unis	9,3%	8,8%	7,8%
SERVICES	26,8%	26,7%	25,1%
Autres activités			
Agences de voyages	5,5%	9,0%	8,0%
Casinos	15,4%	14,5%	14,7%
Restauration	10,3%	11,0%	10,0%
Services à bord des trains	9,6%	8,9%	9,0%
Autres activités	1,1%	2,5%	2,0%
TOTAL GROUPE	10,8%	10,7%	9,9%

(*) 9,9% et 8,5% hors hôtels en cours de construction au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003 respectivement.

(**) 15,5% et 15,3% hors hôtels en cours de construction au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003 respectivement.

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, en accord avec la nouvelle méthodologie sur les comptes consolidés (CRC 99-02).

A compter du 1er janvier 2002, le Groupe a appliqué le règlement CRC 2000-06 sur les passifs. Ce changement de méthode n'a eu aucune incidence ni sur les capitaux propres d'ouverture, ni sur le résultat de l'exercice 2002.

Par ailleurs, en raison du caractère international de ses activités, le Groupe Accor retient parmi les options existantes dans la nouvelle réglementation française, celles lui permettant de se rapprocher des pratiques internationales (capitalisation des contrats qualifiés de location-financement, constatation en bilan de l'intégralité des engagements sociaux).

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités afin d'être en harmonie avec les principes comptables du Groupe.

A. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles Accor exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés exploitées en commun par un nombre limité de partenaires avec lesquels Accor exerce un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les titres des sociétés dans lesquelles Accor exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque le Groupe détient entre 20 et 50% des droits de vote.

B. Ecarts d'évaluation et d'acquisition

A l'occasion de la première consolidation des filiales et participations du Groupe, il est procédé, dans un délai n'excédant généralement pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis. Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une période fonction de la durée de vie estimée, des conditions de marché et du secteur d'activité auxquels ils se rapportent, n'excédant en aucun cas 40 ans et selon un plan reflétant les hypothèses opérationnelles retenues et les perspectives envisagées ayant prévalu lors de l'acquisition.

En cas d'évolution défavorable de ces facteurs, le plan d'amortissement peut être revu ou un amortissement exceptionnel peut être constaté.

L'écart résiduel éventuel est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition ».

. Hôtellerie	40 ans
. Services à bord des trains	40 ans
. Services	40 ans
. Agences de voyages	40 ans
. Restauration	20 ans
. Casinos	20 ans

C. Conversion des comptes exprimés en devises

Les postes de bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen annuel. Les différences de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres.

Pour la conversion des comptes des filiales situées dans les pays à haute inflation, les actifs et passifs non monétaires sont traduits au cours de change en vigueur le jour de la transaction (cours historique), et les actifs et passifs monétaires sont traduits au cours de clôture.

Au compte de résultat, les charges et produits se rapportant aux actifs et passifs non monétaires sont traduits au cours historique, les autres postes sont traduits au cours moyen du mois de leur enregistrement. Les différences de conversion qui résultent de l'application de cette méthode sont portées au compte de résultat en résultat financier.

D. Immobilisations

D. 1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais d'établissement sont amortis sur une durée maximale de cinq ans.

Les droits au bail font en général l'objet d'amortissements sur la durée du bail sous-jacent.

A dater du 1^{er} janvier 2002, les fonds de commerce sont intégrés aux écarts d'acquisition et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée propre à chaque métier, dans les limites maximales décrites en B. Ecarts d'évaluation et d'acquisition. La valeur des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisées à l'occasion d'une première consolidation repose notamment sur des travaux d'experts indépendants, fondés sur des critères propres à chaque secteur d'activité, permettant leur suivi ultérieur.

- Les marques identifiables sont valorisées selon une approche multicritères tenant compte à la fois de leur notoriété et de la rentabilité qu'elles génèrent.
- Les parts de marché dégagées sur les activités de services et de services à bord des trains représentatives d'investissements réalisés pour renforcer une position économique font l'objet d'une évaluation fondée sur des perspectives de chiffres d'affaires et de rentabilité prévisionnels.
- Les marques et parts de marchés ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'une appréciation régulière lors de survenance d'évènements susceptibles de remettre en cause leur valeur. Lorsque leur juste valeur fondée sur les critères ayant prévalu lors de leur acquisition s'avère inférieure de façon durable à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

D. 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, y compris les frais financiers intercalaires relatifs aux emprunts nécessaires au financement des constructions.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur une durée appropriée au métier :

Hôtels Formule 1/ Motel 6	40 ans
Autres marques hôtelières	60 ans
Matériel roulant des Services à Bord des Trains	20 ans
Autres constructions	10 à 30 ans
Agencements, mobilier	5 à 10 ans

D. 3. Crédit-bail (location-financement), cession-bail et location de longue durée

Le Groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française lui permettant de capitaliser les contrats de crédit-bail et assimilés qualifiés de location-financement. Dans ce cadre, afin de définir la notion de contrat de location de financement, le Groupe privilégie systématiquement l'analyse économique du partage des risques et avantages inhérents à la propriété entre le preneur et le bailleur.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur sont retraités, et les actifs ainsi acquis sont immobilisés et amortis selon les règles appliquées par le Groupe. La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan.

Par ailleurs, pour les opérations de cession-bail ayant les caractéristiques d'un contrat de location-financement le résultat de cession est différé et amorti sur la durée du bail, sauf constat de perte de valeur définitive du bien concerné.

Par opposition aux contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers. Les charges futures de loyers sur les locations opérationnelles sont détaillées en note 5. Par ailleurs, pour les opérations de cession bail ayant les caractéristiques d'une location simple et pour lesquelles la valeur de cession et le niveau des loyers sont fixés à une valeur de marché confirmée le plus souvent par une évaluation d'experts indépendants, le résultat de cession est immédiatement constaté.

D. 4. Autres immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées, de même que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), sont inscrits à leur coût d'acquisition.

D.5. Valeur d'inventaire des immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constatée pour les ramener à leur valeur d'utilité. Cette dernière est estimée notamment en fonction de l'utilité que la possession de l'immobilisation présente pour la réalisation de la stratégie de l'entreprise.

Plus spécifiquement, en matière d'immobilisation d'unités hôtelières (murs et fonds de commerce), la valeur d'utilité est approchée selon une méthode de cash flow futurs actualisés, avec prise en compte d'une valeur terminale fondée sur un multiple d'Excédent Brut d'Exploitation. Les dépréciations éventuelles sont constatées dans le poste « Résultat sur la gestion du patrimoine hôtelier » (cf. Note 1. P. 5 et Note 10).

Par ailleurs, en matière de titres de participation non consolidés, la valeur d'utilité est évaluée notamment à partir de la quote-part d'actif net réestimé et des perspectives de rentabilité.

S'agissant des titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), la valeur d'inventaire correspondant à la valeur d'utilité tient compte des perspectives d'évolution générale de l'entreprise dont les titres sont détenus et ne repose donc pas systématiquement sur la valeur instantanée du cours de bourse pour les titres cotés.

Pour les actifs destinés à être cédés, une provision pour dépréciation est constatée pour les ramener à leur valeur de marché. En matière d'immobilisation d'unités hôtelières, la valeur de marché est déterminée à partir d'un multiple de l'Excédent Brut d'Exploitation moyen sur la durée d'un cycle hôtelier.

E. Stocks

Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré. Ils sont dépréciés, s'il y a lieu, à leur valeur probable de réalisation. Ils comprennent également des actifs destinés à être cédés.

F. Fonds réservés

Ils sont représentatifs de dépôts non disponibles et bloqués auprès d'établissements financiers en vertu de contraintes propres à l'activité Ticket Restaurant réglementée en France.

G. Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés à leur coût d'acquisition et font l'objet de dépréciation lorsque ce dernier est supérieur à leur valeur de marché.

H. Charges à répartir

Les charges à répartir comprennent :

- les frais de pré ouverture des nouveaux établissements hôteliers, amortis sur 3 ans dans l'hôtellerie et 1 an dans la restauration ;
- les frais d'acquisition d'immobilisations, amortis sur 5 ans maximum ;
- les frais liés à l'émission d'emprunts, amortis sur la durée de l'emprunt ;
- les frais liés au développement de systèmes informatiques, amortis sur la durée d'utilité des systèmes.

Ce poste figure dans les « Autres tiers et comptes de régularisation actif ».

I. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges payées au cours d'un exercice afférentes aux exercices suivants. Elles comprennent également l'effet de linéarisation des loyers tel que décrit en note 5. Ce poste figure dans les « Autres tiers et comptes de régularisation actif ».

J. Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des montants versés par l'entreprise à ses salariés, y compris la participation des salariés.

K. Provisions pour pensions et indemnités de départ à la retraite

Jusqu'au 31 décembre 1999, le Groupe provisionnait partiellement des engagements de retraite en accord avec les règles comptables applicables à chaque pays dans lequel il est implanté. Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2000 du règlement du Comité de la Réglementation Comptable CRC 99-02, le Groupe applique la méthode préférentielle et provisionne l'ensemble de ses engagements de retraite.

L'impact de ce changement de méthode comptable a été imputé sur les réserves consolidées au 1^{er} janvier 2000.

Pour les régimes à prestations définies, l'engagement a été calculé selon la norme IAS 19, en particulier, le Groupe a estimé ses engagements selon la méthode rétrospective en tenant compte d'hypothèses actuarielles, d'augmentation des salaires, d'âge de départ, de mortalité, de rotation ainsi que de taux d'actualisation. Ces hypothèses prennent en considération les conditions particulières notamment macro-économiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère.

Afin de déterminer le passif au titre des engagements de retraite au 1^{er} janvier 2000, il est également tenu compte des actifs détenus en couverture qui sont évalués à leur valeur de marché.

Les écarts actuariels pré-existants au 1^{er} janvier 2000 ont été maintenus et n'ont donc pas été imputés sur les réserves.

L'écart entre le passif au 1^{er} janvier 2000 ainsi calculé et la provision existante dans les comptes à cette même date et après prise en compte de l'impôt différé correspondant constitue l'impact du changement de méthode.

Par ailleurs, à compter du 1^{er} janvier 2000 les modifications d'hypothèses actuarielles donnent lieu à des écarts actuariels qui sont constatés en charges de l'exercice lors de leur survenance.

L. Conversion des opérations libellées en devises

Pour chaque société du Groupe, les transactions réalisées dans une devise autre que la monnaie locale sont converties au cours de change en vigueur à la date de chacune des transactions.

Les créances et les dettes correspondantes, à l'exception de celles faisant l'objet d'une couverture de change, sont converties en euros sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêt du bilan (cours de clôture). Les gains ou pertes de change latents qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier.

M. Impôt différé

Le Groupe a retenu la méthode bilantielle avec application du report variable selon laquelle les créances ou dettes d'impôt futures sont évaluées au dernier taux d'imposition connu, sans actualisation. Les effets dus aux changements des taux d'impôts s'inscrivent en compte de résultat des exercices sur lesquels ces modifications sont applicables.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable est quasi certaine.

Les impôts différés passifs sont classés en provisions pour risques et charges.

N1. Stock-options

Certaines filiales du Groupe, notamment aux Etats-Unis et en France, pratiquent une politique d'attribution d'options de souscription d'actions envers leurs employés. Ces filiales n'étant pas cotées, le Groupe s'est engagé à racheter les titres émis suite à l'exercice des options à un prix basé sur des valeurs de marché (en général multiple de l'Excédent Brut d'Exploitation minoré de la dette nette).

Ainsi à chaque clôture, le Groupe procède à l'évaluation de l'impact qu'aurait l'exercice de ces options sur la quote-part détenue par le Groupe dans l'actif net consolidé de ces filiales. L'effet de dilution potentielle constaté est pris en charge en « Résultat de la gestion des autres actifs » par la constitution d'une provision au titre des engagements sociaux.

Les options de souscription d'actions attribuées par la société-mère du Groupe n'affectent pas le compte de résultat consolidé. A la date d'exercice des options, le Groupe enregistre les actions émises en augmentation de capital à hauteur des paiements reçus des employés.

N2. Titres Accor auto-détenus

Les actions de la société Accor détenues par la mère et/ou les sociétés du Groupe sont inscrites :

- à l'actif du bilan consolidé, en titres de placement, lorsque ces titres auto-détenus sont explicitement affectés, dès l'acquisition, soit à l'attribution aux salariés soit à la régularisation de cours,
- en diminution des capitaux propres consolidés dans les autres cas.

Les actions inscrites en titres de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation lorsque ce dernier est supérieur au cours de bourse. La dotation aux provisions pour dépréciation ainsi que le résultat de la cession éventuelle sont enregistrés dans le compte de résultat.

Dans les autres cas, le résultat de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle (ainsi que les effets d'impôts correspondants) est directement imputé dans les capitaux propres consolidés n'affectant pas le résultat net de l'exercice. Ces titres ne font l'objet d'aucune dépréciation.

O. Instruments financiers

Les opérations sur les instruments financiers à terme figurent dans les engagements hors-bilan et concernent principalement des couvertures de risque de change ou de taux.

Les résultats relatifs aux instruments financiers utilisés dans le cadre d'opérations de couverture sont déterminés et comptabilisés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

P. Présentation du compte de résultat et du tableau de financement

Afin de mieux refléter les résultats de la gestion de ses activités, Accor présente des soldes intermédiaires du compte de résultat consolidé et du tableau de financement identiques à ceux utilisés pour la gestion interne du Groupe.

P. 1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale et par intégration proportionnelle. Il s'agit notamment :

- pour les activités de services, des commissions perçues auprès des entreprises clientes, de la participation des restaurateurs, des redevances de marques et assistance technique ;
- pour les agences de voyages, des commissions perçues sur la distribution de produits de transport, locations de voitures et hôtellerie, des honoraires relatifs à des contrats de prestation de services ainsi que la marge dégagée sur la vente des voyages à forfait sans risque;
- pour les services à bord des trains, des prestations d'hôtellerie et de restauration facturées aux réseaux de chemin de fer ainsi que des subventions reçues ;
- pour les casinos, du produit brut des jeux (machines à sous et jeux traditionnels).

P. 2. Autres produits opérationnels

Ils comprennent les produits financiers sur les fonds structurellement mis à la disposition du métier des services.

Ils représentent des produits d'exploitation de ce métier et, cumulés avec le chiffre d'affaires comptable, forment le chiffre d'affaires opérationnel du Groupe.

P. 3. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation comprend les revenus et charges d'exploitation. Ceci constitue donc un agrégat de gestion avant loyers, amortissements et provisions, résultat financier et impôts.

P. 4. Résultat Courant avant impôts (RGO)

Ce solde retrace les résultats des opérations et du financement des différents métiers du Groupe. Il intègre le résultat opérationnel, le résultat financier et la quote-part des résultats des activités mises en équivalence.

P. 5. Résultat sur la gestion du patrimoine hôtelier

Le résultat sur la gestion du patrimoine hôtelier est constitué des plus ou moins-values de cession d'hôtels et des provisions sur actifs hôteliers conservés. Ces éléments récurrents dans la gestion de l'immobilier hôtelier ne sont pas directement liés à la gestion des opérations.

P. 6. Résultat de la gestion des autres actifs

Le résultat de la gestion des autres actifs est constitué des plus ou moins-values de cession des autres actifs immobilisés hors patrimoine hôtelier, des provisions, et des pertes et gains non opérationnels. Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

P. 7. Résultat exceptionnel net d'impôt et de minoritaires

Le résultat exceptionnel est significatif du caractère extraordinaire de certaines opérations dont la nature est inhabituelle et la fréquence faible. Il s'agit notamment de changements significatifs dans le portefeuille d'activités.

P. 8. Tableau de financement

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les ressources ou emplois de l'activité, et d'autre part les opérations de financement.

Les ressources ou emplois de l'activité incluent :

- la marge brute d'autofinancement d'exploitation courante après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;
- les investissements sur actifs existants (IAE) dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1^{er} janvier de chaque exercice et nécessaires à une exploitation normale ;
- les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés des filiales nouvellement consolidées par intégration globale ainsi que la constitution de nouveaux actifs ;
- les produits des cessions d'actifs ;
- la variation du besoin en fonds de roulement.

Q. Calcul du résultat par action

Les règles et méthodes comptables employées pour le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont conformes à la norme IAS 33 ainsi qu'à l'avis n°27 de l'Ordre des Experts Comptables Français.

NOTE 2. FAITS MARQUANTS ET CHANGEMENTS DE PERIMETRE

A. Cessions

A.1 Cessions de murs d'hôtels suivies de contrats de location

En 2002, le Groupe a procédé aux cessions suivantes :

- 2 unités du pôle Haut et Milieu de gamme en Europe de l'Est (à Budapest et à Varsovie) pour une valeur de € 47 millions.
- 21 unités du pôle Economique (Ibis, Etap et Formule 1) en France, en Pologne et aux Pays-Bas pour une valeur de € 146 millions.
- 7 unités du pôle Haut et Milieu de gamme (6 Novotel et 1 Mercure) pour un montant de € 75 millions.
- 2 unités Suitehotel en France pour un montant de € 23 millions.

Au cours du premier semestre 2003, le Groupe a procédé aux cessions suivantes :

- 2 unités du pôle Haut et Milieu de gamme en France pour une valeur de € 9 millions.
- 5 unités en Hongrie pour € 88 millions.
- 1 unité du pôle économique au Royaume-Uni pour € 8 millions.

A.2 Cessions d'hôtels

Par ailleurs, Accor a été amené à se désengager de murs et de fonds de commerce d'hôtels pour respectivement € 94 millions en 2001, € 121 millions en 2002 et € 13 millions au cours du premier semestre 2003. Il s'agit essentiellement :

En 2002, le Groupe a procédé aux principales cessions suivantes :

- 2 unités du pôle Haut et Milieu de gamme à Londres pour un montant de € 83 millions.
- 1 unité du pôle économique à Montréal pour € 5 millions.

Au cours du premier semestre 2003, le Groupe a procédé aux cessions suivantes :

- 1 unité du pôle Haut et Milieu de gamme au Portugal pour € 3 millions.
- 1 unité du pôle économique en France pour € 3 millions.
- 1 unité du pôle économique aux Etats-Unis pour € 3 millions.

A.3 Partenariat Accor – Colony Capital dans Accor Casinos

Accor et le fonds d'investissement américain Colony Capital ont signé un accord visant à créer un groupe de casinos leader sur le marché européen. Cet accord s'est concrétisé par la prise de participation à 50% de Colony Capital dans Accor Casinos, dont 6% en 2001 et 44% en 2002, Accor demeurant l'opérateur industriel de la société.

La transaction a été réalisée sur la base d'une valeur d'entreprise de € 450 millions et a dégagé une plus-value nette après impôt de € 68 millions (cf. Note 13).

Il est par ailleurs précisé que dans le cadre de cette transaction, Accor a consenti à Colony Capital un prêt de € 80 millions (cf. note 17).

B. Décision d'investissement

B.1 Acquisition de 20% de Orbis en août 2000, 5% en 2001, 2,17% en 2002 et 2,17% en 2003

Dans le cadre du programme de privatisation de l'Etat polonais, Accor a pris, en août 2000, une participation de 20% dans le capital du groupe hôtelier et touristique polonais Orbis pour un montant de € 81 millions.

Le groupe hôtelier Orbis, également présent dans les activités de voyages et de casinos, est leader sur le marché polonais avec 55 hôtels (10 439 chambres) situés dans les 25 plus grandes villes du pays. A partir de 2001, et suite à un programme de rénovation, ces hôtels sont exploités sous les marques du Groupe Accor.

En 2001, le Groupe a procédé à l'acquisition de 5% complémentaires, portant ainsi sa participation à 25%, pour un montant de € 12 millions.

En 2002, le Groupe a procédé à un rachat de minoritaires de 2,17% portant sa participation à 27,17%. Le montant de la transaction s'est élevé à € 4,7 millions.

De même, au cours du premier semestre 2003, le Groupe a procédé à un rachat de minoritaires de 2,17% (un million d'actions) portant sa participation à 29,34%, pour un montant de € 4,4 millions.

B.2 Prise de participation de 70% dans Go Voyages

En 2000, Accor a acquis une première participation de 38,5% dans Go Voyages pour un prix de € 11,9 millions.

En 2002, Accor a réalisé un achat complémentaire de 21,5% du capital pour € 12,3 millions, portant ainsi sa participation à 60%.

Au premier semestre 2003, Accor a acquis une participation complémentaire de 10% du capital de Go Voyages pour un montant de € 7,2 millions, portant sa participation à 70%.

Go Voyages, grâce à la mise en place d'outils informatiques innovants est l'un des intervenants les plus actifs et les plus performants de la distribution de voyage et de tourisme d'affaires et de loisirs, en particulier sur Internet.

B.3 Prise de participation de Accor dans Dorint AG à hauteur de 40,19%

Au cours du second semestre 2002, Accor a signé des accords avec le groupe hôtelier allemand Dorint AG et son principal actionnaire le Docteur Herbert Ebertz. Au terme de ces accords et après l'approbation des Autorités de la Concurrence de Bruxelles donnée fin décembre 2002, Accor est devenu actionnaire à hauteur de 30% de Dorint AG pour un montant de € 49,7 millions. De plus, entre 2008 et 2010, Accor aura la possibilité d'accroître sa participation de 25%, par l'exercice à sa convenance d'une option d'achat auprès du Docteur Herbert Ebertz. Enfin, il est précisé que dans le cadre de cette acquisition, Accor a été amené à consentir un prêt de € 30 millions au Docteur Herbert Ebertz et une garantie bancaire de € 25 millions à Dorint AG, pari passu avec le Docteur Herbert Ebertz. Le groupe Dorint exploite aujourd'hui 88 hôtels pour un total de 15 400 chambres.

Par ailleurs, le Directoire et le Conseil de Surveillance de Dorint AG ont approuvé la mise en place d'un partenariat stratégique avec le Groupe Accor basé sur des contrats de franchise et de commercialisation. Tous les hôtels Dorint seront cobrandés Dorint Sofitel, Dorint Novotel et Dorint Mercure. Les forces de vente et les équipes marketing de Dorint ont été intégrées au réseau Accor au 1^{er} février 2003.

Depuis le 1^{er} février 2003, Accor a consolidé par mise en équivalence le Groupe Dorint à hauteur de son pourcentage de détention sur la période, soit 30,29%. La quote-part de mise en équivalence des cinq mois d'activité de Dorint s'est élevée à € -4,3 millions.

Fin juin 2003, dans le cadre d'une augmentation de capital souscrite par Accor SA et le Docteur Herbert Ebertz, Accor a acquis 10,19% supplémentaire pour € 13,2 millions, portant sa participation à 40,19%.

B.4 Autres investissements (croissance externe et interne)

En prenant en compte les opérations de croissance externe et organique, le Groupe a procédé, au cours du premier semestre 2003, à l'ouverture ou à l'acquisition de 77 hôtels, pour un total de 9 575 chambres. Par ailleurs, 44 hôtels ont été fermés sur la période, soit 3 915 chambres.

B.4.a Parc hôtelier par marque et mode de management au 30 juin 2003

Au 30 juin 2003, le parc hôtelier par marque et type de management se décompose comme suit :

En nombre d'hôtels	Propriété	Location	Management	Franchise	Total
Sofitel	30	42	77	10	159
Novotel	68	154	96	41	359
Mercure	60	197	199	230	686
Ibis	134	251	55	195	635
Etap Hotel	77	91	8	101	277
Formule 1	219	135	1	15	370
Red Roof	100	156	-	94	350
Motel 6 / Studio 6	235	489	1	142	867
Autres	6	14	47	92	159
Total	929	1 529	484	920	3 862
<i>Total en %</i>	<i>24,1%</i>	<i>39,6%</i>	<i>12,5%</i>	<i>23,8%</i>	<i>100,0%</i>

Au 30 juin 2003, le nombre de chambres par marque et type de management est le suivant :

En nombre de chambres	Propriété	Location	Management	Franchise	Total
Sofitel	5 168	9 566	15 564	2 247	32 545
Novotel	9 993	23 673	20 243	6 864	60 773
Mercure	6 909	26 583	24 520	21 693	79 705
Ibis	14 138	31 570	7 579	13 915	67 202
Etap Hotel	5 785	7 663	699	7 587	21 734
Formule 1	15 891	10 556	103	1 004	27 554
Red Roof	12 004	17 770	-	8 421	38 195
Motel 6 / Studio 6	25 805	55 577	59	9 793	91 234
Autres	927	2 027	8 454	16 117	27 525
Total	96 620	184 985	77 221	87 641	446 467
<i>Total en %</i>	<i>21,6%</i>	<i>41,4%</i>	<i>17,4%</i>	<i>19,6%</i>	<i>100,0%</i>

B.4.b Parc hôtelier par zone géographique et mode de management au 30 juin 2003

Au 30 juin 2003, le parc hôtelier par zone et type de management est le suivant :

En nombre d'hôtels	Propriété	Location	Management	Franchise	Total
France	397	355	88	444	1 284
Europe hors France	136	432	53	213	834
Amérique du Nord	340	652	6	236	1 234
Amérique Latine & Caraïbes	23	17	95	11	146
Autres pays	33	73	242	16	364
Total	929	1 529	484	920	3 862
<i>Total en %</i>	<i>24,1%</i>	<i>39,6%</i>	<i>12,5%</i>	<i>23,8%</i>	<i>100,0%</i>

Au 30 juin 2003, le nombre de chambres par zone et type de management est le suivant :

En nombre de chambres	Propriété	Location	Management	Franchise	Total
France	33 795	41 557	8 393	32 945	116 690
Europe hors France	15 744	55 379	7 996	32 526	111 645
Amérique du Nord	39 526	75 679	1 387	18 214	134 806
Amérique Latine & Caraïbes	3 497	2 909	12 676	1 249	20 331
Autres pays	4 058	9 461	46 769	2 707	62 995
Total	96 620	184 985	77 221	87 641	446 467
<i>Total en %</i>	<i>21,6%</i>	<i>41,4%</i>	<i>17,4%</i>	<i>19,6%</i>	<i>100,0%</i>

B.4.c Parc hôtelier par zone géographique et marque au 30 juin 2003

Au 30 juin 2003, le parc hôtelier par marque et zone est le suivant :

En nombre d'hôtels	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine & Caraïbes	Autres pays	Total
Sofitel	38	31	11	18	61	159
Novotel	119	129	6	20	85	359
Mercure	287	227	-	79	93	686
Ibis	336	238	-	26	35	635
Etap Hotel	203	73	-	-	1	277
Formule 1	285	44	-	1	40	370
Red Roof	-	-	350	-	-	350
Motel 6 / Studio 6	-	-	867	-	-	867
Autres	16	92	-	2	49	159
Total	1 284	834	1 234	146	364	3 862
<i>Total en %</i>	<i>33,2%</i>	<i>21,6%</i>	<i>32,0%</i>	<i>3,8%</i>	<i>9,4%</i>	<i>100,0%</i>

Au 30 juin 2003, le nombre de chambres par marque et zone est le suivant :

En nombre de chambres	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine & Caraïbes	Autres pays	Total
Sofitel	6 730	5 761	3 542	2 687	13 825	32 545
Novotel	15 094	22 243	1 835	3 369	18 232	60 773
Mercure	26 574	29 864	-	9 751	13 516	79 705
Ibis	29 627	28 613	-	3 762	5 200	67 202
Etap Hotel	15 509	6 106	-	-	119	21 734
Formule 1	21 111	3 179	-	300	2 964	27 554
Red Roof	-	-	38 195	-	-	38 195
Motel 6 / Studio 6	-	-	91 234	-	-	91 234
Autres	2 045	15 879	-	462	9 139	27 525
Total	116 690	111 645	134 806	20 331	62 995	446 467
<i>Total en %</i>	<i>26,1%</i>	<i>25,0%</i>	<i>30,2%</i>	<i>4,6%</i>	<i>14,1%</i>	<i>100,0%</i>

B.4.d Projet hôtelier en cours au 30 juin 2003

La perspective d'évolution du parc, en nombre de chambres, est la suivante :

En nombre de chambres	Propriété	Location	Management	Franchise	Total
2nd semestre 2003	910	2 487	2 637	2 786	8 820
2004	4 020	4 474	3 770	2 660	14 924
2005	2 676	5 222	995	160	9 053
2006	771	946	-	-	1 717
Total	8 377	13 129	7 402	5 606	34 514

NOTE 3 . ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET PAR METIER

Au 30 juin 2003, le chiffre d'affaires opérationnel des entités dont les revenus (redevances) ne sont pas spécifiques à une zone géographique, a été présenté sous la rubrique « Structures mondiales ».

En € millions	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine & Caraïbes	Autres pays	Structures mondiales	30 juin 2003	30 juin 2002 Proforma (*)	31 déc. 2002 Proforma (*)
HÔTELLERIE	797	722	571	55	168	41	2 354	2 479	5 033
Haut et milieu de gamme	511	481	83	48	160	41	1 324	1 327	2 720
Économique	286	241	-	7	8	-	542	530	1 100
Économique États-Unis	-	-	487	-	-	-	487	622	1 213
SERVICES	46	90	6	82	7	1	231	254	482
Autres activités									
Agences de voyages	31	85	55	10	7	5	193	237	453
Casinos	92	-	-	-	2	-	94	148	242
Restauration	40	119	-	41	4	-	205	233	424
Services à bord des trains	77	56	-	-	-	1	134	138	284
Holdings et Autres	55	32	-	5	-	3	96	96	221
Total 30 juin 2003	1 139	1 104	632	194	187	51	3 306		
Total 30 juin 2002 (*)	1 187	1 098	793	273	183	51		3 585	
Total 31 décembre 2002 (*)	2 405	2 238	1 550	458	383	105			7 139

(*) Pour être comparable au chiffre d'affaires présenté en 2003, le chiffre d'affaires 2002 a été retraité. Les retraitements concernent principalement des réallocations de zones géographiques.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2003 s'établit à € 3 306 millions contre € 3 585 millions au 30 juin 2002, soit une diminution de € 279 millions (-7,8%).

La diminution de -7,8% en données publiées se décompose de la façon suivante :

✓ activité (à périmètre et change constants)	-0,4%
✓ développement	+3,9%
✓ impact de change	-7,6%
✓ cession d'actifs	-3,7%
Evolution du chiffre d'affaires premier semestre 2003	-7,8%

Evolution du chiffre d'affaires par métier :

	Publié	A périmètre et change constants	
		En € millions	%
HOTELLERIE	-5,0%	-42	-1,7%
- Haut et Milieu de gamme	-0,2%	-23	-1,7%
- Economique	+2,4%	+6	+1,1%
- Economique Etats-Unis	-21,6%	-25	-4,0%
SERVICES	-9,2%	+23	+8,9%
Autres Activités	-15,3%	+4	+0,5%
- Agences de voyage	-18,7%	-20	-8,2%
- Casinos	-36,4%	+2	+1,4%
- Restauration	-12,2%	+19	+8,4%
- Services à bord des trains	-2,4%	-2	-1,9%
- Holding et Autres	-0,4%	+5	+5,4%
Total Groupe	-7,8%	-15	-0,4%

Evolution du chiffre d'affaires par zone géographique :

	Publié	A périmètre et change constants	
		En € millions	%
- France	-4,1%	+7	+0,6%
- Europe (hors France)	+0,5%	-19	-1,8%
- Amérique du Nord	-20,3%	-36	-4,5%
- Amérique Latine et Caraïbes	-29,0%	+34	+12,4%
- Autres pays	+2,2%	-4	-2,1%
- Structures Mondiales	+0,4%	+3	+5,4%
Total Groupe	-7,8%	-15	-0,4%

NOTE 4. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION PAR METIER ET ZONE GEOGRAPHIQUE

En € millions	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine & Caraïbes	Autres pays	Structures mondiales (1)	30 juin 2003	30 juin 2002	31 déc. 2002
HÔTELLERIE	214	217	180	6	35	7	659	745	1 583
Haut et milieu de gamme	133	129	11	4	32	(4)	305	330	719
Économique	81	88	-	2	3	11	185	184	400
Économique États-Unis	-	-	169	-	-	-	169	231	464
SERVICES	13	47	-	32	-	(4)	88	105	202
Autres activités									
Agences de voyages	1	11	9	(1)	1	4	25	33	59
Casinos	13	-	-	-	1	-	14	24	41
Restauration	3	10	-	1	-	-	14	15	31
Services à bord des trains	3	3	-	-	-	-	6	4	15
Holdings et Autres	(5)	15	-	(1)	-	2	11	7	5
Total 30 juin 2003	242	303	189	37	37	9	817		
Total 30 juin 2002	258	318	256	57	41	3		933	
Total 31 décembre 2002	567	648	511	96	90	24			1 936

(1) le résultat brut d'exploitation des entités dont les coûts et les revenus (redevances) ne sont pas spécifiques à une zone géographique a été présenté sous la rubrique « Structures mondiales ».

Le résultat brut d'exploitation consolidé 30 juin 2003 s'établit à € 817 millions, contre € 933 millions au 30 juin 2002, soit une diminution de 12,5% (€ 116 millions).

Cette diminution s'analyse comme suit :

✓ activité (à périmètre et change constants)	-51	-5,5%
✓ développement	+26	+2,8%
✓ impact de change	-76	-8,2%
✓ cession d'actifs	-15	-1,6%

Evolution du résultat brut d'exploitation premier semestre 2003

-116 -12,5%

Evolution du résultat brut d'exploitation par métier :

En € millions	Publié	A périmètre et change constants
HOTELLERIE	-86	-53
- Haut et Milieu de gamme	-25	-30
- Economique	+1	+1
- Economique Etats-Unis	-62	-24
SERVICES	-17	+5
Autres Activités	-13	-3
- Agences de voyage	-8	-6
- Casinos	-10	-1
- Restauration	-1	-
- Services à bord des trains	+2	+1
- Holding et Autres	+4	+3
Total Groupe	-116	-51

Evolution du résultat brut d'exploitation par zone géographique :

En € millions	Publié	A périmètre et change constants
- France	-16	-5
- Europe (hors France)	-15	-21
- Amérique du Nord	-67	-26
- Amérique Latine & Caraïbes	-20	+1
- Autres pays	-4	-8
- Structures Mondiales	+6	+8
Total Groupe	-116	-51

NOTE 5. LOYERS OPERATIONNELS

Les loyers sont respectivement de € 365 millions au 30 juin 2002 et de € 366 millions au 30 juin 2003.

Conformément aux principes détaillés en Note 1.D.3, ces charges de loyers sont uniquement relatives à des contrats de location opérationnelle (operating lease), les autres locations étant capitalisées au bilan et figurant au passif pour un montant de € 162 millions (cf. Note 27).

Quel que soit le profil de décaissement des loyers opérationnels, la charge totale qui en résulte est linéarisée et indexée sur la base d'indices du type indice construction INSEE en France, de manière à constater une charge économiquement constante. La plupart de ces contrats ont été conclus pour des durées excédant la pratique commerciale française de neuf ans avec notamment l'objectif de protéger Accor contre l'absence de propriété commerciale reconnue dans certains pays.

Il est précisé qu'il n'existe aucune clause dans les contrats de location permettant au propriétaire d'exiger un paiement par anticipation des loyers (relatif à la dégradation de la notation de Accor – rating – ou pour d'autres causes) ; par ailleurs, il n'existe aucune clause de « défaillance croisée » (cross default) avec les financements consentis au groupe Accor.

Les charges annualisées de **loyers non actualisés** s'analysent comme suit:

En € millions	2002	2003
Haut et milieu de gamme	(357)	(375)
Économique	(131)	(150)
Économique Etats Unis	(189)	(166)
Autres métiers	(49)	(41)
Total	(726)	(732)

L'échéancier détaillant les engagements minimums de **loyers non actualisés** à partir de janvier 2004 est le suivant :

Années	En € millions	Années	En € millions
2004	(738)	2015	(675)
2005	(739)	2016	(671)
2006	(741)	2017	(668)
2007	(745)	2018	(666)
2008	(734)	2019	(549)
2009	(722)	2020	(458)
2010	(711)	2021	(386)
2011	(702)	2022	(328)
2012	(694)	2023	(281)
2013	(687)	> 2023	(1 116)
2014	(681)	Total	(13 692)

NOTE 6. DETAIL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Amortissements	(449)	(227)	(218)
Provisions	(6)	(16)	(10)
Total	(455)	(243)	(228)

NOTE 7. RESULTAT OPERATIONNEL PAR METIER ET ZONE GEOGRAPHIQUE

En € millions	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine & Caraïbes	Autres pays	Structures mondiales (1)	30 juin 2003	30 juin 2002	31 déc. 2002
HÔTELLERIE	77	29	22	(1)	1	-	128	213	518
Haut et milieu de gamme	42	9	(14)	(2)	-	(12)	23	62	172
Économique	35	20	-	1	1	12	69	78	184
Économique États-Unis	-	-	36	-	-	-	36	73	162
SERVICES	11	43	-	28	(1)	(6)	75	90	177
Autres activités									
Agences de voyages	(1)	5	1	(1)	-	4	8	11	20
Casinos	8	-	-	-	1	-	9	17	30
Restauration	1	7	-	-	-	-	8	8	15
Services à bord des trains	(1)	2	-	-	-	-	1	1	7
Holdings et Autres	(5)	1	-	(3)	-	1	(6)	(15)	(12)
Total 30 juin 2003	90	87	23	23	1	(1)	223		
Total 30 juin 2002	106	119	63	40	4	(7)		325	
Total 31 décembre 2002	262	261	139	66	17	10			755

(1) le résultat opérationnel des entités dont les coûts et les revenus (redevances) ne sont pas spécifiques à une zone géographique a été présenté sous la rubrique « Structures mondiales ».

Le résultat opérationnel consolidé au 30 juin 2003 s'établit à € 223 millions contre € 325 millions au 30 juin 2002, soit une diminution de 31,3%, soit € 102 millions. Cette évolution s'analyse comme suit :

✓ activité (à périmètre et change constants)	-57
✓ développement	-5
✓ impact de change	-25
✓ cession d'actifs	-15
Evolution du résultat opérationnel premier semestre 2003	-102

Evolution du résultat opérationnel par métier :

En € millions	Publié	A périmètre et change constants
HOTELLERIE	-85	-63
- Haut et Milieu de gamme	-39	-32
- Economique	-9	-2
- Economique Etats-Unis	-37	-29
SERVICES	-15	+6
Autres Activités	-2	0
- Agences de voyage	-3	-3
- Casinos	-8	-2
- Restauration	-	-
- Services à bord des trains	-	+1
- Holding et Autres	+9	+4
Total Groupe	-102	-57

Evolution du résultat opérationnel par zone géographique :

En € millions	Publié	A périmètre et change constants
- France	-16	-5
- Europe (hors France)	-32	-21
- Amérique du Nord	-40	-32
- Amérique Latine & Caraïbes	-17	-
- Autres pays	-3	-6
- Structures Mondiales	+6	+7
Total Groupe	-102	-57

NOTE 8. RESULTAT FINANCIER

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Intérêts financiers	(106)	(60)	(36)
Autres revenus et charges financières	40	34	3
Résultat financier	(66)	(26)	(33)

Le détail des "Autres revenus et charges financières" se décompose comme suit :

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
- Dividendes perçus des sociétés non consolidées et sur Valeurs Mobilières de Placement	9	8	13
- Gains et pertes de change (*)	44	29	(2)
- Autres (dotations) / reprises de provisions financières (**)	(13)	(3)	(8)
Total "Autres revenus et charges financières"	40	34	3

(*) En 2002, le gain de change a été réalisé essentiellement sur des opérations en capital aux Etats-Unis pour un montant de € 27 millions. Les autres gains de change ont pour principale origine l'Amérique Latine.

(**) En 2003, ce poste comprend la dotation sur prime de remboursement sur l'obligation OCEANE pour un montant de € -6,3 millions.

NOTE 9. QUOTE-PART DES MISES EN EQUIVALENCE

Les principales contributions s'analysent comme suit :

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Orbis (Hôtellerie Pologne) (Note 2.B.1)	5	2	3
Hôtels ABC (hôtel Demeure / Libertel)	(2)	(1)	(2)
Société Hôtelière des Casinos de Deauville	8	1	0
Fonds d'investissement Tunisie & Maroc (STI et RISMA)	(4)	(3)	(3)
Dorint (Hôtellerie Allemagne) (Note 2.B.3)	-	-	(4)
Autres	7	5	(4)
Quote-part du résultat avant impôt	14	4	(10)

NOTE 10. RESULTAT DE LA GESTION DU PATRIMOINE HOTELIER

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Plus ou moins-value de cession	84	20	44
Provisions sur actifs hôteliers (Cf. Note 1. D. 5.)	(30)	(3)	(4)
Total	54	17	40

Au 31 décembre 2002, le résultat de la gestion du patrimoine hôtelier comprend :

- ✓ Des plus-values sur la cession de murs d'hôtels, principalement en Europe de l'Est pour € 28 millions, en France pour € 29 millions et aux Pays-Bas pour € 29 millions.
- ✓ Des provisions pour € 30 millions sur des actifs dont la valeur d'utilité ou la valeur de marché (en cas de cession probable de l'actif) a été jugée inférieure à la valeur nette comptable. Les principaux actifs ayant fait l'objet de ces dépréciations sont localisés aux Etats-Unis, aux Antilles françaises et en Jordanie.

Au 30 juin 2003, le résultat de la gestion du patrimoine hôtelier comprend :

- ✓ Une plus-value de € 41 millions sur la cession de cinq hôtels en Hongrie.
- ✓ Des provisions pour € 4 millions sur des actifs dont la valeur d'utilité ou la valeur de marché (en cas de cession probable de l'actif) a été jugée inférieure à la valeur nette comptable. Le principal actif ayant fait l'objet de ces dépréciations est localisé aux Etats-Unis.

NOTE 11. RESULTAT DE LA GESTION DES AUTRES ACTIFS

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Plus ou moins-value de cession	(3)	16	53
Provisions	12	16	(13)
Gains/ (pertes) non opérationnels	(39)	(27)	(34)
Total	(30)	5	6

Au 31 décembre 2002, les plus-values de cession comprennent principalement un gain sur la vente de trois sociétés de Tour Operator en Europe (€ 12 millions), ainsi qu'une provision de € -18 millions sur les titres Granada.

Le montant de € 12 millions du poste « Provisions » comprend d'une part des reprises de provisions sur différents risques et litiges à hauteur de € 29 millions faisant l'objet au 31 décembre 2002 d'une constatation de « pertes non opérationnelles » pour un montant équivalent, et d'autre part des dotations aux provisions, nettes de reprises, pour différents litiges ou risques pour € -17 millions.

Au 31 décembre 2002, le montant de € -39 millions du poste « pertes non opérationnelles » comprend, outre le montant de € -29 millions sus-visé, une perte de € -6 millions sur l'arrêt de l'activité « Cesta Ticket » au Brésil.

Au 30 juin 2003, les plus-values de cession sont essentiellement composées d'une plus-value sur vente de titres Accor pour un montant de € 50 millions.

Le poste « provisions » comprend notamment des provisions pour restructuration de l'activité « Tour Operator » d'Accor pour € 9 millions et une provision pour risque de € 6 millions pour un litige en Italie.

Le poste « Gains et pertes non opérationnels » comprend notamment des coûts de restructuration pour € 8 millions.

NOTE 12. IMPOTS SUR LES BENEFICES

Note 12.1. Charge d'impôt de l'exercice (hors exceptionnel)

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Impôts courants et provisions impôts sociétés	(196)	(83)	(48)
Impôts différés	(30)	(25)	(4)
Impôts des sociétés mises en équivalence	(8)	(3)	(3)
Total	(234)	(111)	(55)

Résultat courant avant impôt et sur gestion du patrimoine hôtelier	757	320	220
Charge d'impôt du Groupe	(234)	(111)	(55)
Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat courant	31,0%	34,7%	25,0%

Note 12.2. TAUX EFFECTIF D'IMPÔT

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Résultat courant avant impôt	703	303	180
Résultat de la gestion du patrimoine hôtelier	54	17	40
Résultat de la gestion des autres actifs	(30)	5	6
Amortissement des écarts d'acquisition	(109)	(50)	(49)
Résultat avant impôt	618	275	177
Amortissement des écarts d'acquisition	109	50	49
Elimination de plus-values internes	13	-	-
Dépréciation d'actifs non déductibles	5	-	-
Autres	11	13	68
Total des différences permanentes (charges non déductibles)	138	63	117
Résultat non taxé ou taxé à taux réduit (1)	(138)	(103)	(129)
Résultat taxable au taux courant	618	235	165
Taux courant d'impôt en France	35,43%	35,43%	35,43%
Impôt (théorique) au taux courant français	(219)	(83)	(58)
Effets sur l'impôt théorique :			
. du différentiel de taux courant des pays étrangers	8	4	5
. des pertes fiscales de l'exercice non utilisées	(42)	(15)	(38)
. de l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs	5	4	4
. des actifs d'impôt sur différences temporaires non constatés antérieurement	-	-	(1)
. autres	31	(16)	37
Total	2	(23)	7
Impôt au taux courant	(217)	(106)	(52)
Impôt au taux réduit	(17)	(5)	(3)
Charge d'impôt du Groupe	(234)	(111)	(55)
Résultat courant avant impôt et sur gestion du patrimoine hôtelier	757	320	220
Charge d'impôt du Groupe	(234)	(111)	(55)
Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat courant	31,0%	34,7%	25,0%

(1) Essentiellement des plus-values de cession d'actifs (dont € 50 millions sur cessions de titres Accor).

Note 12.3. Détail des impôts différés actifs et passifs au bilan

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Impôts différés actifs	60	69	83
Impôts différés passifs	(264)	(275)	(296)
Impôts différés nets (1)	(204)	(206)	(213)

(1) La ventilation des impôts différés est détaillée comme suit :

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Impôts différés provenant de la différence temporaire entre le résultat fiscal et le résultat social	(40)	(25)	(46)
Impôts différés provenant de la différence temporaire entre le résultat consolidé et le résultat social	(197)	(193)	(185)
Impôts différés sur déficits	33	12	18
Impôts différés nets	(204)	(206)	(213)

Note 12.4. Impôts différés actifs non comptabilisés

Au 30 juin 2003, le montant des impôts différés actifs non comptabilisés s'élève à € 143 millions. Pour mémoire, au 30 juin 2002, le montant des impôts différés actifs non comptabilisés s'élevait à € 118 millions, et à € 125 millions au 31 décembre 2002.

NOTE 13. RESULTAT EXCEPTIONNEL (NET D'IMPOT ET DE MINORITAIRES)

En € millions	2002	1er sem. 2002	1er sem. 2003
Résultat exceptionnel	68	70	-

En 2002, le résultat exceptionnel prend en compte une plus-value après impôt de € 68 millions relative à la cession à Colony Capital de 44% d'Accor Casinos (cf. note 2.A.3).

NOTE 14. ECARTS D'ACQUISITION

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Valeurs brutes	2 227	2 241	2 384
Amortissements cumulés et provisions	(516)	(562)	(593)
Total en valeur nette	1 711	1 679	1 791

En € millions		1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Motel 6	(40 ans)	302	285	261
Hôtellerie Haut et milieu de gamme France	(40 ans)	204	209	216
Agences de voyages	(20 ans)	206	198	188
Hôtellerie Australie / Pacifique	(40 ans)	177	181	182
Red Roof Inns	(40 ans)	207	194	176
Hôtellerie Économique (hors Motel 6 et Red Roof Inns)	(40 ans)	118	109	106
Casinos (Accor Casinos et filiales)	(20 ans)	96	108	104
Hôtellerie Allemagne (Dorint)	(20 ans)	-	-	91
Hôtellerie Asie	(20 ans)	82	78	73
Hôtellerie Pologne (Orbis)	(40 ans)	17	37	34
Hôtellerie Hongrie (Pannonia)	(40 ans)	31	31	31
Société des Hôtels et Casinos de Deauville	(40 ans)	28	27	27
Go Voyages	(20 ans)	21	20	27
Services Mexique (Dicasa)	(40 ans)	-	-	24
Hôtellerie Egypte (Gezirah)	(28 ans)	-	-	19
Lenôtre	(20 ans)	16	15	14
Contrat Ferroviaire France	(7 ans)	10	9	8
Ticket Restaurant Brésil (Apetik)	(40 ans)	6	5	5
Autres (inférieurs à M€ 6)		190	173	205
Total en valeur nette		1 711	1 679	1 791

La variation des écarts d'acquisition nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Valeur nette au 1er janvier	1 879	1 879	1 679
Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre	45	126	102
. Hôtellerie Allemagne (Dorint)	-	-	43
. Services Mexique (Dicasa)	-	-	26
. Hôtellerie Haut et Milieu de Gamme France (Bellaplaine)	-	-	3
. Go Voyages (cf. note 2.B.3)	12	11	6
. Accor Services Roumanie	-	-	4
. Hôtellerie Pologne (Hekon et Orbis - Cf. Note 2.B.1)	4	25	-
. Casino le Touquet	-	14	-
. Hôtellerie Asie	14	12	-
. Hôtellerie France Haut et milieu de gamme (Fonds de commerce 4* à Paris)	-	12	-
. Accor Services	-	9	-
. Hôtellerie Israël	4	5	-
. Hôtellerie économique France	2	4	-
. Autres	9	34	20
Cessions de l'exercice	(96)	(28)	(2)
. Accor Casinos (cf. note 2.A.3)	(93)	(23)	-
. Agences de voyages	-	-	(2)
. Autres	(3)	(5)	-
Dotations aux amortissements	(50)	(111)	(49)
Différence de traduction	(83)	(116)	(34)
Reclassements et autres variations	16	(71)	95
Valeur nette fin de période	1 711	1 679	1 791

NOTE 15. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En € millions		1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Marque Motel 6	(1)	201	191	176
Marque Red Roof Inns	(1)	120	114	105
Frais d'établissement		15	17	16
Autres marques et réseaux		11	12	12
Parts de marché services à bord des trains		75	75	75
Autres immobilisations incorporelles		233	259	248
Total valeurs brutes		655	668	632
Amortissements et provisions cumulés	(2)	(180)	(189)	(207)
Valeurs nettes		475	479	425

(1) Les variations des marques Motel 6 et Red Roof Inns s'expliquent par l'évolution des taux de clôture USD contre EURO (31 décembre 2002 : 1,0487– 30 juin 2003 : 1,1427).

(2) Les actifs incorporels destinés à être cédés font l'objet de provisions pour risques lorsque leur valeur de marché estimée est inférieure à leur valeur comptable.

NOTE 16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Terrains	563	550	537
Constructions	3 292	3 157	3 089
Agencements	1 170	1 217	1 291
Matériels et mobiliers	1 665	1 674	1 656
Immobilisations en cours	431	332	296
Total valeurs brutes	7 121	6 930	6 869
Amortissements, dépréciations et provisions cumulés	(2 393)	(2 409)	(2 494)
Valeurs nettes	4 728	4 521	4 375

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Valeurs nettes au 1er janvier	5 026	5 026	4 521
Entrées de périmètre	4	4	59
Cessions	(197)	(403)	(79)
Investissements de la période	435	746	252
Dotations aux amortissements	(201)	(398)	(190)
Différence de conversion	(322)	(433)	(169)
Reclassements	(17)	(21)	(19)
Valeurs nettes à fin de période	4 728	4 521	4 375

Au 30 juin 2003, les immobilisations en crédit-bail retraitées dans le bilan s'élèvent à € 471 millions en valeurs nettes, contre € 489 millions au 31 décembre 2002, et se répartissent comme suit :

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Terrains et constructions	662	605	581
Agencements, matériels et mobiliers	6	70	65
Valeurs brutes	668	675	646
Amortissements et provisions	(196)	(186)	(175)
Valeurs nettes	472	489	471

NOTE 17. PRETS LONG TERME

En € millions		1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Colony Capital (1)		80	80	86
Hôtellerie Asie-Pacifique (2)		79	60	76
Société ABC (hôtels Demeure / Libertel) (3)		57	58	70
Hôtellerie Royaume-Uni		32	41	27
Hôtellerie Allemagne (4)		-	30	30
Hôtellerie Etats-Unis / Canada		31	29	28
Hôtellerie Pays-Bas		28	28	28
Front de Seine Participations (Novotel Tour Eiffel)		21	22	23
Financière Courtepaille		20	20	21
Autres		58	61	53
Total		406	429	442

(1) Dans le cadre de la cession de 50% d'Accor Casinos, Accor a consenti un prêt de € 80 millions à Colony Capital. Les intérêts sur ce prêt ont été capitalisés et seront payés à échéance du prêt.

(2) Le montant des prêts accordés à Tahl au 30 juin 2003 s'élève à € 59 millions.

(3) En partenariat avec deux fonds d'investissements américains, Accor a acquis en décembre 1999 le pôle hôtelier de la CGIS, filiale de Vivendi. Le parc hôtelier ainsi repris comprend 41 hôtels Libertel et 8 hôtels Sofitel Demeure (soit un total de 3 240 chambres).

Détenu à 30% par le Groupe, le véhicule d'acquisition de ces hôtels (ABC hôtels) a concomitamment conclu des contrats de management avec Accor. Par ailleurs, Accor a prêté une somme de € 55 millions à la société ABC.

(4) Description de l'opération en Note 2.B.3.

NOTE 18. TITRES MIS EN EQUIVALENCE

En € millions		1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Orbis (Hôtellerie Pologne) (Note 2.B.1.)	(1)	85	79	75
Société Hôtelière des Casinos de Deauville	(2)	34	38	37
Fonds d'investissement Maroc (RISMA)	(3)	20	21	17
Filiales Accor Asie - Pacifique		34	36	34
Hôtels ABC (hôtel Demeure / Libertel)	(4)	12	10	5
Sofitel Paris Le Faubourg		9	9	9
Fonds d'investissement hôtellerie Israël		-	6	6
Fonds d'investissement Tunisie (STI)	(5)	6	6	3
Société Hôtelière Paris Les Halles (SHPH)	(6)	6	5	4
Sofitel Londres St James (Hôtellerie UK)		6	5	4
Novotel Paris Tour Eiffel	(7)	4	4	2
Dorint (Hôtellerie Allemagne)	(8)	-	-	(30)
Autres		38	29	37
Total		254	249	203

(1) Les comptes de Orbis sont les suivants :

Orbis (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	81	157	63
Résultat Net	2	13	7
Trésorerie / (Dettes) Nette	(18)	40	(6)
Montant des capitaux propres	289	292	256
Fraction de capital détenu	27,17%	27,17%	29,34%

(2) Les comptes de la Société Hôtelière des Casinos de Deauville se détaillent de la manière suivante :

SHCD (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	85	199	89
Résultat Net	2	14	1
Trésorerie / (Dettes) Nette	(43)	(36)	(50)
Montant des capitaux propres	96	108	107
Fraction de capital détenu	34,90%	34,90%	34,90%

(3) Les comptes du fonds d'investissement hôtelier au Maroc (Risma) se détaillent comme suit :

Risma (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	18	40	21
Résultat Net	(2)	(5)	(4)
Trésorerie / (Dettes) Nette	(30)	(37)	(40)
Montant des capitaux propres	41	47	37
Fraction de capital détenu	45,29%	45,29%	45,29%

(4) Les comptes de la société ABC détenant les hôtels Demeure (Sofitel) et Libertel détenus en partenariat entre Accor, Blackstone et Colony sont les suivants :

Hôtel ABC (hôtel Demeure / Libertel) (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	60	122	43
Résultat Net	(5)	(10)	(8)
Trésorerie / (Dettes) Nette	N/A	(368)	N/A
Montant des capitaux propres	39	34	16
Fraction de capital détenu	30,00%	30,00%	30,00%

(5) Les comptes du fonds d'investissement hôtelier en Tunisie (Tanit) se détaillent comme suit :

TANIT (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	7	20	6
Résultat Net	(5)	(5)	(5)
Trésorerie / (Dettes) Nette	(0)	(1)	(4)
Montant des capitaux propres	16	16	10
Fraction de capital détenu	31,19%	31,19%	31,19%

(6) Les comptes de la Société Hôtelière Paris les Halles se décomposent comme suit :

SHPH (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	29	46	25
Résultat Net	1	2	(2)
Trésorerie / (Dettes) Nette	N/A	(102)	(110)
Montant des capitaux propres	20	17	14
Fraction de capital détenu	31,19%	31,19%	31,19%

(7) Les principaux indicateurs financiers de la société Front de Seine Participation, détenant le Novotel Tour Eiffel, sont les suivants :

Novotel Tour Eiffel (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Chiffre d'affaires	16	33	12
Résultat Net	(3)	(3)	(5)
Trésorerie / (Dettes) Nette	(108)	(113)	(114)
Montant des capitaux propres	11	10	5
Fraction de capital détenu	40,00%	40,00%	40,00%

(8) Les principaux indicateurs financiers de Dorint AG depuis la première consolidation sont les suivants :

DORINT (En € millions)	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003 (5 mois)
Chiffre d'affaires	-	-	188
Résultat Net	-	-	(14)
Trésorerie / (Dette) Nette	-	-	(37)
Fraction de capital détenu			40,19%

(voir Note 2.B.3)

NOTE 19. AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Titres de participation	352	412	307
Dépôts et cautionnements	114	112	110
Total valeurs brutes	466	524	417
Provisions pour dépréciation	(36)	(37)	(38)
Valeurs nettes	430	487	379

Les principaux titres et dépôts non consolidés sont les suivants :

En € millions		1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Compass Group	(1)	205	204	204
Hôtellerie Allemagne	(2)	22	50	-
Hôtel El Gezirah Le Caire	(3)	-	42	-
Autres participations et dépôts		203	191	175
Valeurs nettes		430	487	379

(1) En mars 1999, le Groupe a émis des obligations échangeables en actions Compass/Granada. Cette transaction formalisait l'intention du Groupe de céder la totalité de ces titres Compass à terme qui ont été reclassés en Valeurs Mobilières de Placement en 1999. En mars 2002, le Groupe a remboursé les obligations échangeables en actions Compass et Granada.

Après examen du caractère court terme ou long terme de la détention des 30 706 882 titres Compass et 30 706 882 titres Granada, le Groupe a reclassé les titres Compass pour leur prix de revient au 30 mars 2002 (€ 204 millions) en « Autres immobilisations financières » au titre d'une détention durable. Au 30 juin 2003, la valeur de marché des titres Compass s'établissait à € 145 millions. Compte tenu de la décision du Groupe de conserver à long terme les titres Compass, le Groupe a maintenu ces titres pour leur valeur d'utilité au bilan.

(2) Voir note 2 B.3. Le Groupe Dorint est consolidé en mise en équivalence depuis le 1^{er} février 2003.

(3) En novembre 2002, Accor a acquis 65% du capital de la société qui exploite actuellement le Sheraton du Caire en vue de le transformer en Sofitel. Cette société est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2003 par intégration globale.

NOTE 20. ANALYSE DES ACTIFS IMMOBILISES BRUTS

Note 20.1. Actifs immobilisés bruts par métier

Au 30 juin 2003, les actifs immobilisés comprennent € 3 045 millions de murs hôteliers à comparer à € 3 110 millions au 31 décembre 2002.

En € millions	HÔTELLERIE						Services à Bord des Trains	Holdings et Autres	1er sem. 2003	2002	1er sem. 2002	
	Haut et milieu de gamme	Économ.	Économ. États-Unis	Services	Agences de Voyages	Casinos						Restau.
Ecart d'acquisition	666	141	578	146	287	131	56	18	361	2 384	2 241	2 227
Immobilisations incorporelles	50	56	319	55	40	2	5	30	75	632	668	655
Immobilisations corporelles	2 943	1 639	1 683	87	85	101	104	83	144	6 869	6 930	7 121
	3 659	1 836	2 580	288	412	234	165	131	580	9 885	9 839	10 003
Prêts long terme	279	14	1	1	-	-	2	-	161	458	444	428
Titres mis en équivalence	143	16	-	-	3	-	1	-	40	203	249	254
Autres immo. financières	87	12	60	2	8	-	1	1	246	417	524	466
Total 30 juin 2003	4 168	1 878	2 641	291	423	234	169	132	1 027	10 963		
Total 2002	4 202	1 837	2 854	232	433	225	160	206	907		11 056	
Total 30 juin 2002	4 068	1 919	2 999	223	447	199	159	131	1 006			11 151

Note 20.2. Actifs immobilisés bruts par zone géographique

En € millions	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine	Autres pays	Structures mondiales	1er sem. 2003	2002	1er sem. 2002
Immobilisations incorporelles	56	78	345	23	4	126	632	668	655
Immobilisations corporelles	2 198	1 774	2 093	249	355	200	6 869	6 930	7 121
Sous-total	2 825	2 411	3 044	396	642	567	9 885	9 839	10 003
Prêts long terme	98	87	28	11	78	156	458	444	428
Titres mis en équivalence	75	64	1	1	62	-	203	249	254
Autres immo. financières	30	28	86	2	27	244	417	524	466
Total 30 juin 2003	3 028	2 590	3 159	410	809	967	10 963		
Total 2002	2 760	2 235	3 294	335	860	1 572		11 056	
Total 30 juin 2002	2 874	2 270	3 582	382	673	1 370			11 151

NOTE 21. AUTRES TIERS ACTIFS ET PASSIFS

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Valeurs brutes des autres tiers actifs (1)	1 090	1 041	1 051
Provisions	(97)	(84)	(14)
Valeurs nettes des autres tiers actifs	993	957	1 037
Valeurs brutes des autres tiers passifs (2)	1 236	1 101	1 083

(1) Au 30 juin 2003, ce solde comprend :

- de la TVA à récupérer pour € 188 millions ;
- des créances d'impôts et taxes pour € 19 millions ;
- des créances vis à vis d'organismes sociaux pour € 12 millions ;
- des charges constatées d'avance pour € 341 millions ;
- des charges à répartir pour € 92 millions ;
- des autres créances pour € 316 millions ;
- des impôts différés actifs pour € 83 millions.

(2) Au 30 juin 2003, ce solde comprend :

- des dettes vis à vis du personnel et des organismes sociaux pour € 350 millions ;
- des dettes d'impôts et taxes pour € 118 millions ;
- de la TVA à payer pour € 74 millions ;
- des dettes d'impôts sociétés pour € 63 millions ;
- des comptes de régularisation passif pour € 150 millions ;
- des autres créanciers pour € 292 millions ;
- des autres dettes pour € 36 millions.

NOTE 22. NOTE SUR LE CAPITAL POTENTIEL

Au 30 juin 2003, le capital social est composé de 199 258 550 actions. Le nombre d'action moyen en circulation sur le premier semestre 2003 s'établit à 197 729 819.

Par ailleurs, 9 102 373 options de souscription, soit 4,60 % du capital, réservées au personnel sont en circulation au 30 juin 2003 :

- 85 000 options de souscription au prix de € 15,46, échéance 7 janvier 1999 au 7 janvier 2005 ;
- 1 339 200 options de souscription au prix de € 32,47, échéance 7 janvier 2003 au 7 janvier 2006 ;
- 757 322 options de souscription (bons d'épargne en actions) au prix de € 43,40, échéance 22 décembre 2003 au 22 décembre 2007 ;
- 580 525 options de souscription au prix de € 33,95, échéance 6 janvier 2004 au 6 janvier 2007 ;
- 690 125 options de souscription au prix de € 37,00, échéance 30 mars 2005 au 30 mars 2008 ;
- 1 957 000 options de souscription au prix de € 40,58, échéance 4 janvier 2004 au 4 janvier 2009 ;
- 3 438 840 options de souscription au prix de € 37,77, échéance 8 janvier 2005 au 8 janvier 2010 ;
- 104 361 options de souscription (bons d'épargne en actions) au prix de €39,10, échéance 12 juillet 2005 au 12 juillet 2009 ;
- 148 900 options de souscription au prix de €31,80, échéance 3 janvier 2006 au 3 janvier 2011 ;

De plus, Accor a émis 3 415 424 obligations à options de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (Océanes) pouvant amener la création de 10 246 272 actions, selon les modalités décrites à la Note 26.

Sur cette base, le nombre moyen d'action dilué (en milliers) en circulation au 30 juin 2003 est de 207 859. Le résultat net dilué par action se calcule donc comme suit :

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Résultat net part du Groupe (en millions)	221	430	106
Retraitement Océanes (1)	4	9	7
Retraitement du résultat net part du Groupe	225	439	113
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	197 365	197 573	197 730
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'option de souscription	1 233	375	0
Nombre d'actions résultant de la conversion des océanes	3 828	7 018	10 246
Nombre moyen d'action dilué (en milliers)	202 426	204 966	207 859
Résultat net dilué par action	1,11	2,14	0,54

(1) Le retraitement du résultat net part du groupe se détaille comme suit :

En € milliers	1er sem. 2003
Annulation des frais financiers relatifs à l'Océane nets d'impôt	2 138
Annulation de la prime de remboursement des obligations Océanes	4 688
Total	6 826

NOTE 23. VARIATION DES INTERETS MINORITAIRES

En € millions	
31 décembre 2001	140
Résultat minoritaire de la période	22
Dividendes versés aux minoritaires	(27)
Différence de conversion	(22)
Autres variations	(22)
31 décembre 2002	91
Résultat minoritaire de la période	16
Dividendes versés aux minoritaires	(6)
Différence de conversion	1
Autres variations	4
30 juin 2003	106

NOTE 24. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En € millions	
31 décembre 2001	537
Dotations aux provisions	86
Reprises et utilisation de provisions	(90)
Différence de conversion	(12)
Reclassements et effets de périmètre	7
31 décembre 2002	528
Dotations aux provisions	65
Reprises provisions sans utilisation	(7)
Reprises provisions avec utilisation	(36)
Différence de conversion	(1)
Reclassements et effets de périmètre	29
30 juin 2003	578

(1) La variation du poste des provisions pour risques et charges est constituée des éléments suivants :

En € millions	31 décembre 2002	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclass & périmètre	30 juin 2003
- Provision pour retraite	58	18	(1)	-	-	-	75
- Provision pour litiges et autres	166	37	(28)	(7)	(1)	-	167
- Provisions fiscales	19	1	(1)	-	-	4	23
- Provisions impôts différés passifs	263	-	-	-	-	33	296
- Provisions pour restructurations	22	9	(6)	-	-	(8)	17
TOTAL	528	65	(36)	(7)	(1)	29	578

NOTE 25. T.S.D.I. RECONDITIONNE

En décembre 1990, Accor a émis des Titres Subordonnés à Durée Indéterminée reconditionnés pour une valeur nominale de € 762 millions.

Simultanément, Accor a reversé à une société tierce une indemnité de € 170 millions avec un double effet :

- cette société s'est engagée à racheter à la fin de la quinzième année les titres du T.S.D.I. aux différents prêteurs, qui se sont engagés à les lui céder ;
- elle s'est également d'ores et déjà engagée envers Accor à renoncer dès ce moment à réclamer le principal et les intérêts sur ces titres.

La valeur nette encaissée de € 592 millions représente le capital du T.S.D.I. reconditionné inscrit au passif du bilan à l'émission.

La subordination signifie la suspension du paiement des semestrialités prévues contractuellement en cas d'exceptionnelles difficultés financières de Accor, cette suspension donnant droit elle-même à capitalisation d'intérêts jusqu'à la reprise des versements.

Ces titres sont rémunérés sous forme d'intérêts pendant quinze ans (PIBOR + marge). Le swap d'immunisation, qui permet de fixer l'amortissement du principal et de rester en position de taux variable sur le flux d'intérêts net d'impôt, a fait l'objet d'un placement remboursé en février 2000.

L'effet d'impôt est réparti sur la durée de l'émission au prorata de la charge financière constatée.

Le traitement fiscal de cette émission a été reconfirmé à Accor par l'Administration début 1993.

NOTE 26. OBLIGATIONS ECHANGEABLES

Obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou anciennes Accor

Le 24 avril 2002, Accor a émis 3 415 424 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) au prix de € 166,89. Cet emprunt d'une valeur nominale de € 570 millions porte un intérêt de 1%, payable à terme échu le 1^{er} janvier de chaque année.

Les obligations seront amorties par remboursement d'un tiers de la valeur nominale initiale de chaque obligation :

- le 1^{er} janvier 2005 à un prix de remboursement de € 58,86 soit 105,81% de la fraction de la valeur nominale des obligations appelée à être amortie à cette date ;
- le 1^{er} janvier 2006 à un prix de remboursement de € 60,14 soit 108,11% de la fraction de la valeur nominale des obligations appelée à être amortie à cette date ;
- le 1^{er} janvier 2007 à un prix de remboursement de € 61,47 soit 110,50% de la fraction de la valeur nominale des obligations appelée à être amortie à cette date.

Chacun de ces prix de remboursement se décompose en un remboursement du tiers de la valeur nominale de l'obligation et d'une prime de remboursement assurant au souscripteur initial de l'obligation un taux de rendement actuariel annuel égal à 3,125%.

Les porteurs d'obligations pourront demander la conversion et/ou l'échange des obligations en actions, à compter du 3 mai 2002 selon les modalités suivantes :

- jusqu'au 7 janvier 2005, à raison de 3 actions Accor par obligation convertible éligible à la conversion;
- du 8 janvier 2005 au 7 janvier 2006, à raison de 2 actions Accor par obligation convertible éligible à la conversion ;
- du 8 janvier 2006 au 7 janvier 2007, à raison de 1 action Accor par obligation convertible.

NOTE 27. ANALYSE DES DETTES FINANCIERES PAR DEVISES ET ECHEANCES

Note 27.A Dettes financières brutes

Au 30 juin 2003, la décomposition de la dette brute après opérations de couverture est la suivante :

En € millions	1er sem. 2002	Taux effectif 1er sem. 2002 %	2002	Taux effectif 2002 %	1er sem. 2003	Taux effectif 1er sem. 2003 %
EURO	1 896	3,52	1 664	3,06	2 254	2,83
Dollar américain	1 509	3,74	1 382	3,89	1 137	3,64
Dollar australien	164	5,02	137	5,58	135	5,21
Autres devises (1)	130	3,10	109	-	127	-
Dette brute	3 699	3,85	3 292	3,80	3 653	3,25
Engagements crédit-baux (LT et CT)	205	-	185	-	162	-
Autres dettes financières CT et Banques	154	-	226	-	252	-
Total dettes financières brutes	4 058	-	3 703	-	4 067	-

(1) dont BRL € 36 millions, JPY € 30 millions, GBP € 14 millions et CAD € 13 millions au 30 juin 2003.

Dettes financières long terme	3 617	-	3 372	-	3 628	-
Dettes financières CT et Banques	441	-	331	-	439	-
Total dettes financières brutes	4 058	-	3 703	-	4 067	-

Note 27.B Echéancier des dettes financières brutes

Au 30 juin 2003, l'échéancier de la dette financière brute est le suivant :

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Année N + 1	441	331	439
Année N + 2	172	141	344
Année N + 3	338	828	1 194
Année N + 4	1 534	1 870	1 783
Année N + 5	1 408	380	194
Année N + 6	55	31	23
Au-delà	110	122	90
Total dettes financières brutes	4 058	3 703	4 067

Au 30 juin 2003, Accor bénéficie de plusieurs lignes de crédit confirmées à plus d'un an, non utilisées, pour un montant de € 1 655 millions ayant des échéances variant entre septembre 2004 et février 2008. Des crédits à court terme (papier commercial et crédit spot), que le Groupe a l'intention de renouveler, sont reclassés en dettes financières à long terme pour un montant de € 950 millions. Après reclassement, le montant des lignes de crédit long-terme non utilisées est de € 705 millions.

Note 27.C Dette brute avant et après opérations de couverture

Au 30 juin 2003, la dette brute du Groupe hors opérations de couverture se décompose comme suit :

En € millions	Taux Fixe			Taux variable			Dette totale		
	Montant	Taux d'intérêt	% TF	Montant	Taux d'intérêt	% TV	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	2 198	4,13%	63%	1 305	2,70%	37%	3 503	3,60%	95%
USD	0	5,44%	0%	95	1,46%	100%	95	1,48%	3%
AUD	3	8,05%	30%	8	5,81%	70%	11	6,47%	0%
Autres devises	9	7,19%	16%	47	9,49%	84%	56	9,15%	2%
Dette brute totale	2 210	4,15%	60%	1 455	2,86%	40%	3 665	3,64%	100%

En couverture et pour satisfaire aux besoins de trésorerie des activités opérationnelles, le Groupe a été amené à effectuer des opérations de couverture de change pour un montant de € 1 223 millions. Par ailleurs, le Groupe a effectué des opérations de couverture de taux pour un volume de € 2 213 millions.

Compte tenu de ces opérations, la dette brute après swaps de change et de taux se répartit de la manière suivante :

En € millions	Taux Fixe			Taux variable			Dette totale		
	Montant	Taux d'intérêt	% TF	Montant	Taux d'intérêt	% TV	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	901	2,54%	40%	1 353	3,03%	60%	2 254	2,83%	62%
USD	394	6,68%	35%	743	2,02%	65%	1 137	3,64%	31%
AUD	3	8,05%	2%	132	5,14%	98%	135	5,21%	4%
Autres devises	9	7,19%	7%	118	4,91%	93%	127	5,06%	3%
Dette brute totale	1 307	3,83%	36%	2 346	2,92%	64%	(*) 3 653	3,25%	100%

(*) L'écart entre le total de la dette brute avant et après swaps est principalement lié au différentiel de change sur swaps de change.

Note 27. D Répartition taux fixe / taux variable de la dette brute (après opérations de couverture)

En € millions	Dette à Taux Fixe (*)			Dette à Taux Variable			Dette Totale	
	Montant	Taux	Part fixe	Montant	Taux	Part variable	Montant	Taux
Juin 2002	1 788	4,16%	48%	1 911	3,56%	52%	3 699	3,85%
Décembre 2002	1 327	3,88%	40%	1 965	3,74%	60%	3 292	3,80%
Juin 2003	1 307	3,83%	36%	2 346	2,92%	64%	3 653	3,25%

(*) On entend par dette à taux fixe la dette dont le taux d'intérêt a été fixé à l'origine de l'opération pour une période supérieure à un an.

Il est précisé que sont regroupées dans cet ensemble les dettes émises à taux fixe et les dettes émises à taux variable faisant l'objet d'une couverture à taux fixe à plus d'un an.

Au 30 juin 2003, la dette à taux fixe est principalement libellée en EUR (69%) et en USD (30%), la dette à taux variable est principalement libellée en EUR (58%), en USD (32%) et en AUD (6%).

Il est précisé qu'il n'existe aucune clause de remboursement anticipée qui serait déclenchée suite à une détérioration de notation (« rating trigger »). Par ailleurs, aucune clause de défaut croisé (« cross default »), par laquelle le défaut sur une dette peut entraîner le défaut sur une autre dette, ne figure dans les contrats de financement négociés par Accor. Seules des clauses d'exigibilité croisée (« cross acceleration ») existent pour des dettes d'une durée au moins égale à trois ans, étant entendu que cette clause ne peut être actionnée que si l'exigibilité croisée porte sur des dettes financières de même nature et sur un montant significatif.

NOTE 28. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
TSDI reconditionné	183	151	116
Obligations convertibles échangeables	570	570	570
Autres dettes long terme	2 686	2 493	2 799
Endettement de crédit bail long terme	178	158	143
Dettes financières court terme	369	234	337
Banques	72	97	102
Dettes Financières	4 058	3 703	4 067
Prêts à court terme	(125)	(160)	(175)
Titres de placement (2)	(473)	(541)	(469)
Disponibilités	(228)	(179)	(274)
Créances sur cessions d'actifs à court terme	(138)	(20)	(106)
Dette nette	3 094	2 802	3 043

Dette nette début de période	2 849	2 849	2 802
Variation des dettes long terme	122	166	386
Variation des comptes financiers à court terme	104	(59)	70
Variation de périmètre et différence de conversion (1)	55	(235)	(129)
Variation des créances sur cessions d'actifs	(36)	81	(86)
Variation de période	245	(47)	241
Dette nette fin de période	3 094	2 802	3 043

(1) Sur dettes long terme.

(2) Au 30 juin 2003, le poste « Titres de placement » comprend 146 965 actions ACCOR valorisées à un prix de revient historique de € 20 par titre. La valeur boursière de ces titres au 30 juin 2003 était de € 31,5. Ce poste comprend également 30 706 882 actions Granada, valorisées au cours de bourse de GBP 0,91 par titre, soit un montant total de € 40 millions au 30 juin 2003.

NOTE 29. RECONCILIATION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
Résultat net consolidé, part du Groupe	221	430	106
Part des minoritaires	13	22	16
Amortissements et variation des provisions d'exploitation	293	564	274
Résultats des Mises En Equivalence nets des dividendes reçus	2	(2)	14
Impôts différés	48	53	5
Variation des provisions financières et sur gestion du patrimoine	(10)	28	27
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	567	1 095	442
(Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	(130)	(173)	(97)
(Gains)/Pertes non opérationnels	28	39	34
MBA D'EXPLOITATION COURANTE	465	961	379

NOTE 30. INVESTISSEMENTS SUR ACTIF EXISTANT

Les investissements figurant au poste « Investissements sur actif existant » sont les dépenses immobilisables relatives au maintien ou à l'amélioration de la qualité des actifs détenus par le Groupe au 1^{er} janvier de chaque exercice et nécessaires à l'exploitation normale. Ce poste exclut donc les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution ou construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En € millions	1er sem. 2002	2002	1er sem. 2003
HÔTELLERIE			
- Haut et milieu de gamme	52	114	44
- Economique	37	60	27
- Economique Etats-Unis	33	68	34
SERVICES	10	22	9
Autres activités			
Agences de voyage	5	10	5
Casinos	6	8	5
Restauration	3	5	7
Services à bords des trains	2	8	4
Holding et autres	11	21	4
INVESTISSEMENTS SUR ACTIF EXISTANT	159	316	139

NOTE 31. INVESTISSEMENTS DE DEVELOPPEMENT

Les investissements de développement recouvrent les actifs immobilisés des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution de nouveaux actifs. Ce poste se décompose comme suit :

En € millions	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Amérique Latine & Caraïbes	Autres pays	Structures mondiales (*)	30 juin 2003	30 juin 2002	31 déc. 2002
HÔTELLERIE	30	121	6	6	25	2	190	359	693
Haut et milieu de gamme	20	76	1	6	24	1	128	252	516
Économique	10	45	-	-	1	1	57	89	145
Économique États-Unis	-	-	5	-	-	-	5	18	32
SERVICES	4	6	-	32	2	4	48	4	18
Autres activités									
Agences de voyages	-	3	-	-	-	-	3	1	1
Casinos	2	5	-	-	-	-	7	14	41
Restauration	3	2	-	1	-	-	6	3	5
Services à bord des trains	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Holdings et Autres	8	1	-	-	1	15	25	26	44
Total 30 juin 2003	47	138	6	39	28	21	279		
Total 30 juin 2002	90	141	102	37	31	6		407	
Total 31 décembre 2002	146	364	109	62	100	21			802

(*) les investissements de développement qui ne sont pas spécifiques à une zone géographique ont été présentés sous la rubrique « Structures mondiales ».

NOTE 32. FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel se sont élevés à € 1 315 millions au 30 juin 2002 et à € 1 265 millions au 30 juin 2003.

NOTE 33. JETONS DE PRESENCE

Le montant des jetons de présence versé aux membres du Conseil de Surveillance par diverses sociétés du Groupe s'est élevé à € 0,540 million dont € 0,276 million versé par Accor SA.

NOTE 34. LITIGES

Postérieurement à la résolution transactionnelle intervenue en 2002, concernant les litiges opposant les filiales du Groupe aux associés des sociétés gérantes-mandataires d'hôtels Formule 1 et Etap Hôtels en France, un nombre limité de nouvelles assignations a été reçu par les filiales de Accor au cours du 1^{er} semestre 2003. Elles ne sont pas de nature à remettre en cause la réorganisation opérée au sein des réseaux Formule 1 et Etap Hôtels, qui a permis aux associés des sociétés gérantes-mandataires d'opter soit pour la poursuite des relations contractuelles avec le Groupe Accor dans le cadre d'un contrat de gérance-mandat, soit pour un contrat de travail.

Dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges ou contentieux dont la société estime qu'ils n'entraîneront aucun coût significatif ou n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité, son résultat.

NOTE 35. ENGAGEMENTS HORS-BILAN AU 30 JUIN 2003

L'échéancier des engagements hors-bilan au 30 juin 2003 est le suivant :

En € millions		< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total 30 juin 2003	Total 31 déc. 2002
Emprunts, lignes de crédit et découverts bancaires	(1)	40	-	16	56	42
. Hôtellerie Australie	(2)	-	46	-	46	46
. Hôtellerie Italie (25%)	(3)	32	-	-	32	39
. Option d'achat 30% Go Voyages	(4)	-	22	-	22	29
. Novotel Tour Eiffel	(5)	-	9	-	9	9
. Hôtellerie Suisse		-	6	-	6	6
. Autres engagements irrévocables d'achat		5	-	-	5	5
Obligations de rachat irrévocables		37	83	-	120	134
Autres engagements financiers et commerciaux	(6)	-	38	48	86	100
Total 30 juin 2003		77	121	64	262	
Total 31 décembre 2002		91	136	49		276

(1) Le solde de € 56 millions de garanties données à des tiers dans le cadre d'opérations de financement comprend principalement un engagement de € 25 millions accordé aux banques finançant le groupe Dorint (cf. note 2.B.3).

(2) Dans le cadre d'un contrat de gestion d'une durée de dix ans portant sur le Mercure Sydney Railway Square, hôtel ouvert au 4ème trimestre 1998, Accor s'est engagé auprès du propriétaire à racheter sur première demande les murs de l'hôtel pour une somme de € 46 millions ; cette demande devra être formulée au plus tôt le 1er janvier 2004. Il est précisé que les coûts de construction engagés par le propriétaire se sont élevés à environ € 63 millions.

(3) Accor et IFIL ont réaménagé les accords du 5 décembre 1991 concernant leur filiale commune Sifalberghi portant sur l'engagement du rachat à IFIL par Accor de 25% du capital de Sifalberghi.

IFIL bénéficie de l'engagement suivant :

- IFIL peut exercer une option entre le 1^{er} juillet 1999 et le 31 décembre 2005. Le prix sera fixé sur la base d'une formule intégrant le patrimoine net comptable, la plus-value latente sur le patrimoine immobilier net d'impôt, et l'écart d'acquisition.
- Cet engagement a été valorisé à € 32 millions au 30 juin 2003 contre € 39 millions au 31 décembre 2002.

En août 2003, Ifil a cédé sa participation de 25% dans Sifalberghi à Accor pour € 32 millions.

(4) En cas d'exercice de l'option de rachat Go Voyages la part fixe minimum s'élèverait à € 7 millions. La part variable est, elle, estimée à € 22 millions sur la base des comptes au 30 juin 2003.

(5) Dans le cadre des accords signés entre Colony et Accor lors de la reprise du Novotel Paris Tour Eiffel, le fonds d'investissement américain Colony a négocié une option de vente portant sur 60% des titres détenus dans la société Front de Seine Participations, entre la 5ème et la 7ème année. Le prix sera déterminé sur une base de 10 fois l'EBITDA moins les dettes.

(6) Les autres engagements donnés s'élèvent à € 97 millions dont € 86 millions d'engagements commerciaux et financiers.

NOTE 36. EVENEMENTS POST-CLÔTURE

Ventes d'actifs en Pologne

En juin 2003, Accor a signé un contrat prévoyant la cession de ses 11 hôtels polonais. Pour mémoire, Accor est actionnaire de référence de Orbis et détient 29,34% de son capital.

Cette transaction, d'un montant de € 92 millions, approuvée à l'unanimité par le Conseil de Surveillance d'Orbis, sera finalisée au cours du quatrième trimestre 2003, après accord des autorités polonaises de la concurrence.

NOTE 37. PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS CONSOLIDEES AU 30 JUIN 2003

FRANCE

1	Sté Hôtel Bordeaux Aquitaine	100,00%	6	SFPTH SA	99,48%
1	SIHN	100,00%	6	DEVIMCO	99,97%
1	PIH	100,00%	6	Accor Réservation Service	100,00%
1	MIH	100,00%	6	S.H.C.D. (*)	34,90%
1	S.E.H.S.	97,70%	6	Académie Accor	100,00%
1	Sté Hôtelière Nice Centre (*)	45,00%	1-6	Frantour SA	100,00%
1	S.P.F.H.	100,00%	2	Go Voyages	70,00%
4	Financière Courtepaille (*)	20,00%	6	Restaupro	99,96%
4	Lenôtre	98,75%	6	French Line Diffusion (*)	43,87%
6	Accor CASINOS SA (**)	50,00%	3	Accor Services France	100,00%

EUROPE

ALLEMAGNE

1	Accor Hôtellerie DTC	100,00%
3	Accor Services Deutschland	100,00%
1	Accor H. Mercure Mgt	50,97%
1	Dorint (*) (***)	40,19%

AUTRICHE

1	Accor GmbH	100,00%
3	Accor Services Austria	99,17%

BELGIQUE

1	Accor Hotels Belgium	98,90%
1	Accoordination	99,33%
3	Accor T.R.B.	100,00%
6	CIWLT	99,48%
2	WL Tourisme (**)	49,74%

DANEMARK

1	Accor Hotels Denmark	100,00%
2	World Tourist (**)	49,74%

ESPAGNE

1	Accor Hoteles Espagne	100,00%
---	-----------------------	---------

GRECE

1	SH Athènes Centre (*)	41,82%
---	-----------------------	--------

HONGRIE

1	Pannonia	74,20%
---	----------	--------

ITALIE

4-3	Gemeaz	94,64%
1	Sifalberghi	72,62%
6	Scapa Italia	97,00%
5	Treno	99,48%
1	Famosa Immobiliaria	72,62%
1	SGAI	99,48%

PAYS-BAS

1	Novotel Nederland	100,00%
1	Nhere BV	100,00%
1	MMH Mercure	100,00%
1	Postiljon	100,00%

PORTUGAL

3	ESA	97,50%
1	Portis Goldtur (**)	50,00%

POLOGNE

1	Orbis (*)	29,34%
---	-----------	--------

ROYAUME-UNI

1	Accor UK Business & Leisure	100,00%
2	WLT Travel UK (**)	49,74%
3	Luncheon vouchers	100,00%

SUEDE

3	Rikskuponger	99,90%
---	--------------	--------

SUISSE

1	Accor Suisse	100,00%
---	--------------	---------

AMERIQUE LATINE		AMERIQUE DU NORD		
<u>ARGENTINE</u>		<u>CANADA</u>		
3	Servicios Ticket	90,00%	1 Novotel Canada	100,00%
1	NSB	100,00%	2 Carlson Canada (**)	49,74%
<u>BRESIL</u>		<u>ETATS-UNIS</u>		
1	H.A.B SA	71,31%	1 Novotel USA	100,00%
4-3	T.S. do Brasil	49,99%	1 IBL Ltd	99,99%
6	DALKIA	49,99%	1 Red Roof Inns	99,99%
<u>MEXIQUE</u>		1 Accor Lodging North Am.		100,00%
2	WLT Mexicana	99,48%	2 Carlson USA (**)	49,74%
3	Accor Servicios Empresariales	98,00%	AFRIQUE	
<u>CHILI</u>		<u>COTE D'IVOIRE</u>		
3	Accor Services Chili	74,35%	1 Société Abidjanaise	74,92%
ASIE-PACIFIQUE		<u>MAROC</u>		
1	AAPC : Accor Asia Pacific Corp.	100,00%	1 Risma (*)	45,29%
2	HQ Asia (**)	49,74%	<u>SENEGAL</u>	
3	AS Australia	100,00%	1 SPHU (Hôtel Union)	96,72%
A				
1	Saudi Hotels Management	60,00%		

(*) Société mise en équivalence

(**) Société consolidée par intégration proportionnelle

(***) Entrée de périmètre de l'année 2003

NB 1 : Tous les % indiqués sont des % d'intérêt.

NB 2 : La liste complète des filiales et participations consolidées par Accor au premier semestre 2003 se trouve à la disposition des actionnaires au siège social de la société, et leur sera adressée à leur demande.

1 Hôtels	3 Services	5 Services à Bord des Trains
2 Agences de Voyages	4 Restauration	6 Autres Services